

ENQUÊTE

Le dossier Le Pen

Idéologie, image, électoralat

_Émeric Bréhier _Antoine Bristielle
_Gilles Finchelstein _Antoine Jardin
_Raphaël Llorca _Jérémie Peltier
_Max-Valentin Robert

Émeric Bréhier, ancien député, est directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès.

Antoine Bristielle, professeur agrégé de sciences sociales, chercheur en science politique au laboratoire PACTE (Sciences Po Grenoble), est directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.

Antoine Jardin est ingénieur de recherche CNRS, enseignant à Sciences Po.

Raphaël Llorca est communicant, doctorant en philosophie du langage et auteur de *Les Nouveaux Masques de l'extrême droite* (Fondation Jean-Jaurès, Éditions de l'Aube, 2021).

Jérémie Peltier est directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès.

Max-Valentin Robert, docteur en science politique du laboratoire Pacte (Sciences Po Grenoble), est membre de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

Le Rassemblement national : un parti au programme toujours aussi radical

– Antoine Bristielle

– Max-Valentin Robert

Dans une note publiée en avril 2021 intitulée 2022 : *évaluation du risque Le Pen*¹, nous nous focalisions sur les probabilités de victoire de Marine Le Pen lors de la prochaine élection présidentielle. Trois points retenaient particulièrement notre attention : l'évolution de l'image de la candidate du Rassemblement national, la proximité idéologique entre l'électorat de droite modérée et l'électorat d'extrême droite et les sentiments ressentis face à son plus probable adversaire de second tour, Emmanuel Macron. Sur ces trois plans, les arguments plaident plutôt en faveur de la candidate du Rassemblement national. Jamais Marine Le Pen n'avait été aussi dédiabolisée au sein de l'opinion publique, jamais la porosité idéologique entre droite parlementaire et extrême droite n'avait semblé aussi grande. Enfin, nous montrions également à quel point Emmanuel Macron était rejeté par une partie substantielle de l'électorat, rendant *de facto* moins opérant un automatique « front républicain » lors d'un second tour.

La candidature surprise d'Éric Zemmour amorcée à l'automne dernier est néanmoins venue changer la donne sur deux aspects majeurs. D'un côté, le polémiste d'extrême droite est venu contester de manière spectaculaire une partie de l'électorat de Marine Le Pen, si bien que désormais la qualification de Marine Le Pen au second tour fait beaucoup

moins figure d'évidence. Mais d'un autre côté, la présence de ce candidat aux saillies et au programme encore plus radicaux est venue renforcer la dédiabolisation de Marine Le Pen. À ce titre, les chiffres sont particulièrement évocateurs : un récent sondage de l'Ifop montre ainsi que 53 % des Français jugent que Marine Le Pen est attachée aux valeurs démocratiques, 46 % qu'elle est compétente et 42 % qu'elle a la stature d'une présidente de la République.

La dédiabolisation de la candidate du Rassemblement national se poursuit donc à quelques mois de la prochaine échéance présidentielle et c'est ce concept que nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre. De quoi la dédiabolisation de Marine Le Pen est-elle le nom ? À ce niveau, deux thèses s'affrontent. Une première hypothèse consisterait à dire qu'au fil de son histoire, le Front national, puis le Rassemblement national, a amendé certaines de ces propositions en devenant moins radical sur plusieurs d'entre elles. La dédiabolisation serait donc ici programmatique. La seconde hypothèse se base sur le présupposé inverse : le Rassemblement national n'aurait pas changé ses propositions, mais aurait seulement matiné ces dernières d'un vernis communicationnel plus consensuel et passe-partout. Le fond serait le même, mais l'emballage plus policé.

1. Antoine Bristielle et Max-Valentin Robert, 2022 : *évaluation du risque Le Pen*, Fondation Jean-Jaurès, 21 avril 2021.

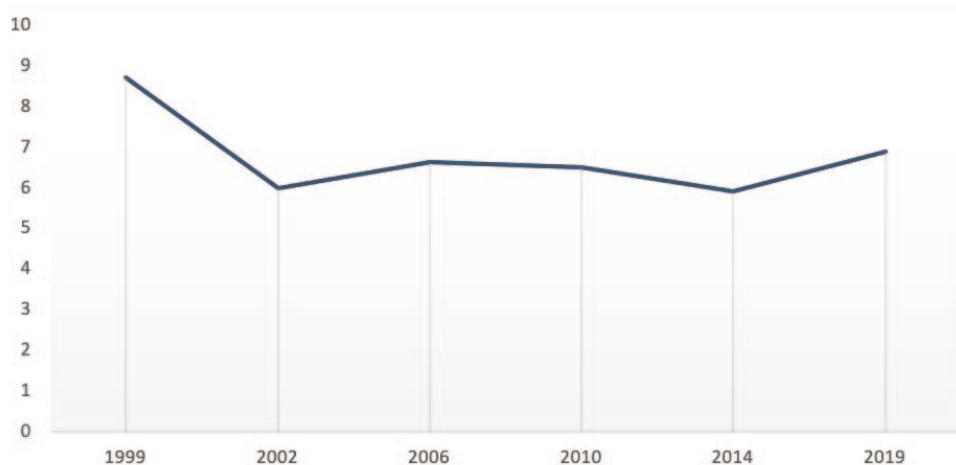
Étudier le positionnement du FN/RN sur le long terme

Pour répondre à notre question, il est donc nécessaire de pouvoir suivre l'évolution du positionnement du Front national/Rassemblement national sur toute une série d'enjeux de politiques publiques et de pouvoir mener ce travail sur le temps long. Pour ce faire, les données du Chapel Hill Expert Survey sont d'une aide précieuse². Depuis 1999, plusieurs centaines d'universitaires ont ainsi entrepris de coder l'ensemble des positions prises par les différents partis politiques européens, permettant ainsi de suivre sur une longue période l'évolution des positionnements partisans.

Un parti moins libéral sur les questions économiques

Il est nécessaire de différencier l'évolution des positions prises par le parti d'extrême droite sur les questions économiques de celles prises sur les enjeux sociaux. Sur les enjeux économiques, l'évolution est manifeste, comme on le constate sur le graphique 1.

**Graphique 1. Synthèse du positionnement du FN/RN sur les enjeux économiques
(privatisation, État-providence, fiscalité...)**



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle peut être classée à gauche sur les questions économiques. À l'inverse, plus elle se rapproche de 10, plus elle peut être classée à droite.

Alors que dans les années 1990, le Rassemblement national se caractérisait par des positions économiques libérales, une mue s'amorce au tournant des années 2000 et voit certainement son apogée au milieu des années 2010, au moment où Florian

Philipot occupe une place centrale au sein du parti frontiste. Cette inflexion économique – résumée par Gilles Ivaldi comme une transition du néolibéralisme au « social-populisme »³ – se réalise plus particulièrement à deux niveaux.

2.Jolly, Seth, Ryan Bakker, Liesbet Hooghe, Gary Marks, Jonathan Polk, Jan Rovny, Marco Steenbergen et Milada Anna Vachudova, « Chapel Hill Expert Survey Trend File, 1999-2019 », *Electoral Studies*, vol. 75, février 2022.

3. Gilles Ivaldi, « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 161-184.

Tout d'abord à propos de l'arbitrage qui doit être effectué entre la diminution des taxes et l'augmentation des services publics : jusqu'en 2010, le Front national apparaît ainsi essentiellement comme un parti « anti-taxes », mais la donne change entre 2010 et 2014, où la position du parti est beaucoup plus équilibrée sur ce sujet (voir graphique 2). À titre d'exemple, citons les déclarations suivantes de Jean-Marie Le Pen, prononcées au Bourget le 12 novembre 2006, lors de la Fête des BBR (Bleu Blanc Rouge) : « Face aux interdictions de travailler plus de trente-cinq heures, moins de trente-cinq heures, aux interdits des heures supplémentaires, aux interdits de travailler à plus de soixante-cinq ans, aux interdits de cumul de deux activités, aux interdits d'exercer une retraite et une activité, je réponds liberté ! Ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus doivent pouvoir le faire. [...] En un mot, les Français doivent pouvoir organiser leur

travail comme ils l'entendent¹. » À la même occasion, le leader du FN affirma également que « le fruit [du] travail » ne doit pas être « ponctionné de manière confiscatoire par un État pléthorique et gaspilleur² ». Un positionnement assez éloigné de la rhétorique déployée par Marine Le Pen depuis son élection à la tête du parti populiste. Ainsi, dans une lettre adressée au corps préfectoral le 10 mai 2021, la présidente du RN flétrit le projet gouvernemental de réforme de la haute fonction publique, en accusant la politique macronienne « d'accélérer le processus de délitement de l'ensemble de la fonction publique³ » – un positionnement révélateur d'une stratégie plus générale de « normalisation juridique⁴ ». De plus, la candidate nationaliste suggéra en novembre 2021 l'établissement d'un « impôt sur la fortune financière », qui remplacerait l'actuel impôt sur la fortune immobilière en taxant aussi les œuvres d'art⁵.

Graphique 2. Évolution du positionnement du FN/RN sur la question des services publics



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle est en faveur de dépenses pour améliorer les services publics. À l'inverse, plus elle se rapproche de 10, plus elle est en faveur de la réduction des impôts.

1. « Déclaration de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, sur son programme pour l'élection présidentielle 2007, Le Bourget le 12 novembre 2006 », *Vie publique*.

2. *Ibid.*

3. Cité dans Lisa Guillemin, « Réforme de la haute fonction publique : Marine Le Pen écrit aux préfets et ça ne plaît pas au gouvernement », *HuffPost*, 18 mai 2021.

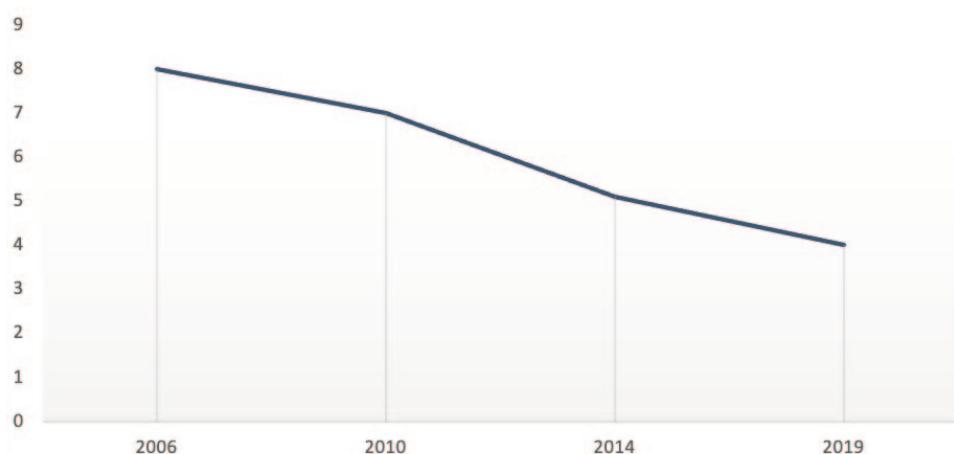
4. Delphine Espagno et Stéphane François, « Le Front national et les services publics. Un renouveau programmatique ? », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, *op. cit.*, pp. 207-224.

5. « Présidentielle 2022 : Marine Le Pen propose un “impôt sur la fortune financière” », *Les Échos*, 30 novembre 2021.

C'est une évolution encore plus nette que l'on constate concernant les positions prises à propos de la redistribution des richesses (voir graphique 3). Sur toute la période étudiée, le parti d'extrême droite a très fortement amendé son positionnement, passant d'une ligne très clairement anti-redistribution dans les années 2000 à une approche plutôt en faveur de mécanismes redistributifs à l'heure actuelle. Rapelons que pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen proposa d'instaurer une « prime de pouvoir d'achat » à destination des revenus modestes, ainsi qu'une augmentation du minimum vieillesse¹. En outre, son programme pour le scrutin de 2022 inclut une diminution de la TVA sur

l'essence, le gaz et l'électricité, de même que la mise en place d'une part pleine dès le deuxième enfant à propos du calcul de l'impôt sur le revenu². Ce positionnement relativement redistributif relève d'ailleurs d'une stratégie de distanciation d'avec son principal concurrent du côté de la droite radicale, Éric Zemmour. Lors d'une interview accordée à BFMTV le 10 octobre 2021, la candidate du RN affirma avoir « incontestablement des divergences sur le plan économique et social » avec l'ancien polémiste, et l'accusa de s'intéresser « assez peu, en tout cas si j'en crois ses déclarations, aux fins de mois des Français et moi j'ai une sensibilité sociale qui est plus importante incontestablement »³.

Graphique 3. Évolution du positionnement du FN/RN sur la question la redistribution des richesses



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle est en faveur de la redistribution des richesses. Plus elle se rapproche de 10, plus elle s'oppose à la redistribution des richesses.

Un parti toujours radical et fermé sur les questions culturelles

Si l'on constate bel et bien une évolution dans le positionnement économique du FN/RN, cela est loin

d'être le cas sur les enjeux culturels. On le voit particulièrement sur les trois points suivants.

Tout d'abord, en cas d'arbitrage entre la promotion des libertés individuelles et le soutien à des mesures fortes pour promouvoir la loi et l'ordre, le parti d'extrême droite se positionne très clairement tout au long de la période sur le second versant (voir graphique 4). Le discours actuellement mobilisé par

1. « Le programme de Marine Le Pen », *Le Monde*.

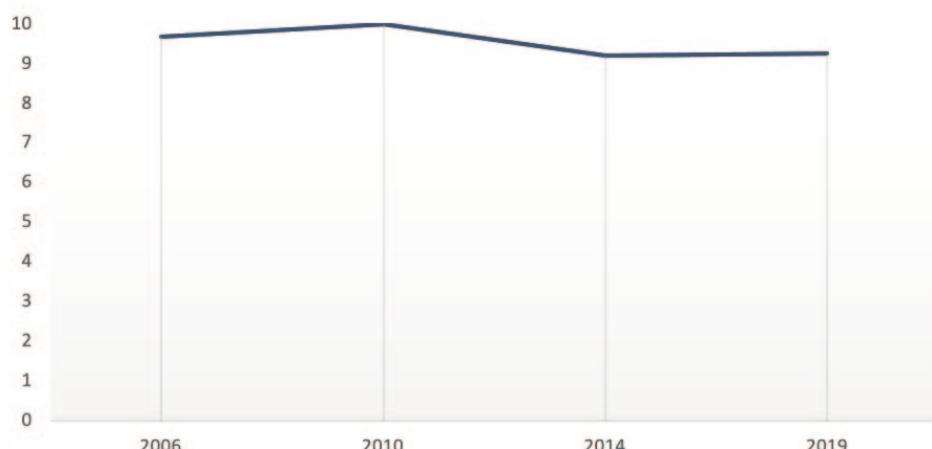
2. Pierre-Alain Furbury, « Présidentielle 2022 : pourquoi Marine Le Pen joue la carte sociale », *Les Échos*, 14 octobre 2021.

3. Cité dans « Social et "fins de mois" : Marine Le Pen marque sa différence avec Zemmour », *La Provence*, 10 octobre 2021.

Marine Le Pen dans le cadre de sa campagne présidentielle s'inscrit pleinement dans cette continuité programmatique. Suite à des violences urbaines ayant eu lieu à Brest, la candidate populiste se rendit dans cette ville le 1^{er} février 2022 et assura vouloir mettre « un terme au désordre de la loi du plus fort, au harcèlement quotidien des honnêtes gens et au règne de la terreur des mafias de la drogue, dont les crimes n'ont d'égal que l'idéologie islamisante à laquelle ils sont si souvent associés¹ ». À cette même

occasion, la dirigeante du RN défendit l'instauration d'une présomption de légitime défense pour les membres des forces de l'ordre². Cette ligne stricte se manifeste également sur le dossier de la lutte anti-terroriste : réagissant à l'assassinat de Samuel Paty, Marine Le Pen avait alors prôné une « législation d'exception³ », en soutenant que « puisque le terrorisme est un acte de guerre, il exige une législation de guerre⁴ ».

Graphique 4. Évolution du positionnement du FN/RN sur la question des libertés individuelles



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle cherche à protéger les libertés individuelles. Plus elle se rapproche de 10, plus elle est en faveur de mesures fortes, voire coercitives pour combattre le crime.

Même chose concernant la position du parti sur le multiculturalisme (voir graphique 5) : celui-ci est rejeté de manière univoque tout au long de la période d'étude. Les déclarations récentes des dirigeants du RN ne semblent d'ailleurs pas indiquer un futur changement de ligne à ce sujet. En témoigne le plaidoyer suivant de Jordan Bardella en faveur de l'assimilation, décrit comme un principe « qui dit à

des gens qui viennent de l'étranger : “Ne venez pas comme vous êtes, mais devenez comme nous sommes”⁵ » : « On fait nation parce qu'il y a un roman national, une histoire commune. C'est autour de cela qu'est basée l'assimilation républicaine⁶. » Or, dans le logiciel idéologique de la droite radicale, la défense de l'assimilation s'articule avec un rejet clair de l'immigration, comme l'illustrent ces propos

1. Cité dans « Marine Le Pen se veut ferme sur l'insécurité : “Dans deux mois, les voyous auront un gouvernement pour les combattre” », *Le Monde*, 1^{er} février 2022.

2. Jean-Luc Padellec, « Présidentielle : ce que propose Marine Le Pen en matière de sécurité », *Le Télégramme*, 1^{er} février 2022.

3. Cité dans Lucie Soullier et Franck Johannes, « Après l'attentat de Conflans, Marine Le Pen tente de se positionner en chef de guerre contre le terrorisme », *Le Monde*, 20 octobre 2020.

4. Cité dans Quentin Laurent, « Marine Le Pen veut “une législation de guerre” contre le terrorisme », *Le Parisien*, 19 octobre 2020.

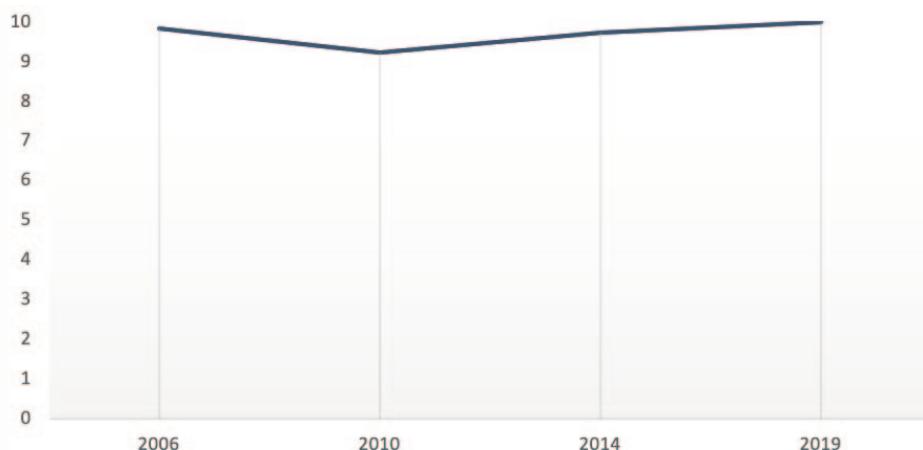
5. Cité dans « Immigration : Jordan Bardella “demande aux gens qui arrivent dans notre pays de nous ressembler” », *France info*, 6 septembre 2021.

6. Cité dans Mathilde Durand, « “Emmanuel Macron est le premier séparatiste de France”, assure Jordan Bardella », *Europe 1*, 11 décembre 2020.

de Marine Le Pen : « Je suis fondamentalement convaincue par l'assimilation. Et je pense que l'immigration massive empêche l'assimilation parce

qu'on s'assimile personnellement, mais on ne peut pas assimiler des populations entières. C'est impossible¹. »

Graphique 5. Évolution du positionnement du FN/RN sur l'intégration des immigrés



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle est en faveur du multiculturalisme. Plus elle se rapproche de 10, plus elle est en faveur de l'assimilation stricte des immigrés.

Enfin, conformément à ce que nous pouvions imaginer eu égard à la déclaration susmentionnée, la situation est encore plus flagrante lorsque l'on étudie les positionnements du parti sur la politique migratoire (voir graphique 6). C'est en effet à un durcissement sensible de sa position sur les questions migratoires auquel on assiste à partir de 2010. Effectivement, en septembre 2015, la présidente de ce qui était encore le Front national accusa de lâcheté les réfugiés syriens ayant fui la guerre : « Chacun a de bonnes raisons de fuir la guerre, mais il y en a aussi qui combattent. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il y avait sûrement énormément de Français, croyez-moi, qui avaient de bonnes raisons de fuir les Allemands et, pourtant, ils sont allés se battre contre les Allemands². » De surcroît, le programme de Marine

Le Pen pour l'élection présidentielle de 2017 prônait l'interdiction de la double nationalité pour les immigrés extra-européens, l'automatisation de l'expulsion des étrangers en situation illégale, la suppression de l'Aide médicale d'État (AME), ainsi que celle du droit du sol³. Puis, lors de la campagne pour les européennes de 2019, Jordan Bardella (alors tête de liste du parti) compara l'agence européenne Frontex à une « hôtesse d'accueil » pour migrants⁴. Enfin, soulignons que la « priorité nationale » demeure présente dans le programme de Marine Le Pen pour la présidentielle de cette année⁵, et que parmi les propositions du RN sur l'immigration figurent l'expulsion des étrangers sans emploi depuis un an, ou encore l'octroi du RSA aux seuls étrangers ayant travaillé durant au moins cinq ans⁶.

1. Cité dans « Immigration. Marine Le Pen veut supprimer “l'acquisition de la nationalité française” », *Ouest-France*, 9 février 2022.

2. Cité dans « Les migrants, des “lâches” et des “égoïstes” pour le secrétaire du FN du Var », *L'Express*, 6 mai 2016.

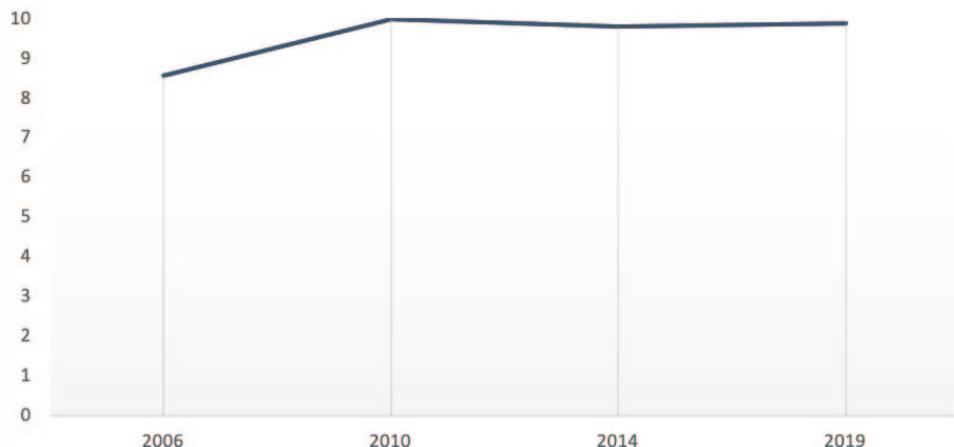
3. « Le programme de Marine Le Pen », article cité.

4. Cité dans « Europe : “Frontex est aujourd’hui une hôtesse d'accueil pour migrants”, dénonce Jordan Bardella », *France info*, 11 avril 2019.

5. « Immigration : Marine Le Pen veut supprimer les aides des étrangers et économiser 80 milliards d'euros », *Sud-Ouest*, 2 décembre 2021.

6. Alexandre Rousset, « Présidentielle 2022 : Marine Le Pen chiffre son projet sur l'immigration », *Les Echos*, 2 décembre 2021.

Graphique 6. Évolution du positionnement du FN/RN sur les questions migratoires



Note de lecture : plus la position du parti se rapproche de 0, plus elle est en faveur de politiques d'accueil vis-à-vis des migrants. Plus elle se rapproche de 10, plus elle s'oppose à l'accueil des migrants.

Conclusion

L'étude sur le long terme du positionnement du Front national puis du Rassemblement national nous permet ainsi d'affirmer que celui-ci est tout aussi radical qu'auparavant. Si le positionnement économique est moins libéral, les positions prises par le parti de Marine Le Pen sur les enjeux culturels sont toujours aussi strictes. Si la dédiabolisation n'est pas programmatique, d'où provient-elle ?

Quatre pistes d'explication – non exclusives – peuvent être avancées :

- comme nous le disions en introduction, Marine Le Pen s'est efforcée depuis son arrivée à la tête du Front national d'adopter une communication beaucoup plus lisse en enlevant les éléments de langage les plus polémiques adoptés par son père. Si la dédiabolisation n'est pas programmatique, elle est clairement discursive ;
- la dédiabolisation s'est accrue du fait de la présence d'Éric Zemmour à cette présidentielle, qui déploie

une rhétorique plus dure sur les questions de sécurité et de multiculturalisme et plus conservatrice sur les questions de mœurs. Par effet de miroir, les positions de Marine Le Pen apparaissent indéniablement comme plus modérées, même si, rappelons-le encore une fois, elles restent radicales ; – cet effet est également favorisé par la ligne plus stricte adoptée depuis quelques années par la droite modérée – UMP, puis Les Républicains – mais également par le parti présidentiel. À titre d'exemple, rappelons que lors d'un débat organisé sur France 2 le 11 février 2021, Gérald Darmanin accusa Marine Le Pen d'« être un peu molle » sur les questions d'islamisme et de « séparatisme », et alla même jusqu'à déclarer : « Faut prendre des vitamines, vous n'êtes pas assez dure ! Vous dites que l'islam n'est même pas un problème¹... » Dans un registre similaire, Éric Ciotti plaide pour un « Guantnamo à la française » durant la campagne pour les primaires de LR et se prononça pour l'adoption de « lois spécialement adaptées au terrorisme, comme le Patriot Act aux États-Unis² ». Valérie Pécresse déploie d'ailleurs occasionnellement une

1. Cité dans Géraldine Woessner, « Gérald Darmanin : "Je vous trouve un peu molle, Madame Le Pen" », *Le Point*, 12 février 2021.

2. Cité dans Jacques Paugam et Nathalie Schuck, « Éric Ciotti : "Je veux un Guantnamo à la française" », *Le Point*, 10 novembre 2021.

semblable rhétorique : interviewée le 25 avril 2021 dans l'émission *Le Grand Rendez-vous*, la future candidate de LR à l'élection présidentielle affirma alors qu'il faut « cesser de nier le lien entre terrorisme et immigration, il y a un lien, notamment avec l'immigration la plus récente¹ ».

La transformation du paysage médiatique favorise également cette normalisation des idées de droite radicale. L'offensive menée par Vincent Bolloré avec le rachat de CNews puis d'Europe 1 a donné une tribune indéniable à des éditorialistes conservateurs et/ou identitaires comme Eugénie Bastié, Mathieu Bock-Côté et même, pendant une longue période, Éric Zemmour lui-même.

1. Cité dans « Pour Valérie Pécresse, il faut “cesser de nier le lien entre terrorisme et immigration” », *La Dépêche*, 25 avril 2021.

Sécurité, terrorisme et lutte contre l'islamisme : les multiples contradictions de Marine Le Pen

— Antoine Jardin

Le Rassemblement national s'est constitué dès ses origines autour d'un noyau idéologique autoritaire, centré sur la dénonciation de l'insécurité et de l'immigration. Ces composantes historiques, marqueurs de l'ancrage à l'extrême droite, sont restées, au gré des changements de générations de dirigeants et du renouvellement de la communication du parti, les éléments essentiels de son positionnement. Si le RN dénonce depuis 1972 une augmentation constante de la criminalité, ces affirmations répétées sont régulièrement contredites par les enquêtes qui démontrent depuis vingt ans une stabilité de la majorité des atteintes aux personnes et aux biens, et même un déclin sensible de certaines atteintes matérielles comme les vols de voiture. Si la thématique de l'immigration est placée tout en haut des propositions, avec un document de campagne de 46 pages (le triple de la thématique « jeunesse »), « éradiquer les idéologies islamistes » apparaît immédiatement en deuxième position et « faire de la sécurité une priorité » en troisième.

La position du RN en termes de lutte contre l'islamisme est immédiatement marquée par une profonde contradiction. La volonté affichée est « d'éradiquer » ce qui est présenté comme une « idéologie ». Si Marine Le Pen fait le choix stratégique de dissocier islam et islamisme, contrairement à son concurrent à l'extrême droite Éric Zemmour, elle manipule cette notion d'islamisme sans jamais la définir rigoureusement. On trouve seulement des caractéristiques de l'islamisme qui serait « l'ambition de remplacer nos mœurs et nos lois par d'autres qui reposent sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, sur la néga-

tion de l'histoire, qui veut mettre fin à la laïcité ». Cette conception évasive ne permet pas de comprendre ce qui caractérise l'islamisme en tant qu'idéologie politique d'extrême droite. La question de la « négation » de l'histoire fait singulièrement écho aux discours révisionnistes qui ont longtemps assuré la promotion et la visibilité du Front national dans l'espace public. La séparation des rôles des hommes et des femmes, là encore, fait partie des thématiques centrales du discours historique du FN. Sur des thématiques comme celles de l'IVG, ou celle du mariage entre personnes de même sexe, l'évolution sociale a contraint Marine Le Pen à changer de discours, alors qu'elle déclarait il y a dix ans qu'il existait « des avortements de confort » et en 2016 vouloir « supprimer le mariage homosexuel ».

La laïcité, elle, est mobilisée comme un rempart protégeant l'héritage chrétien face à l'islam. Ainsi, Marine Le Pen déclarait sur LCP en 2011 : « La France est la France. Elle a des racines chrétiennes, c'est ainsi, c'est ce qui fait aussi son identité. Elle est laïque, et nous tenons à cette identité et nous ne permettrons pas que cette identité soit modifiée. » La laïcité comme principe de protection de la liberté de conscience et vecteur d'émancipation des individus est ainsi captée par une grille de lecture identitaire. Cette grille de lecture est d'ailleurs mobilisée pour faire exercer au nom de la laïcité des contraintes qui n'y figurent pas. Ainsi, Marine Le Pen propose en octobre 2019 d'« interdire le voile et la kippa dans l'intégralité de l'espace public », argument retiré depuis du programme officiel afin de profiter d'un effet de normalisation recherchée en raison de la concurrence

avec les positions d'Éric Zemmour. Si Marine Le Pen ne fait pas usage du terme de « grand remplacement », elle en mobilise une déclinaison édulcorée, celle du « remplacement de nos mœurs et de nos lois ».

Le discours du RN est donc marqué d'un flou considérable, visant « l'interdiction de l'idéologie islamiste » sans pouvoir fournir des critères précis de cette idéologie. Rappelons que les aspects légalement condamnables des discours islamistes sont déjà poursuivis dans le droit pénal actuel : incitation à la violence, à la haine, apologie du terrorisme... Cette « interdiction de l'idéologie » se transcrit chez Marine Le Pen par l'interdiction de « la pratique, la manifestation, la diffusion publique », mais aussi « l'interdiction de la publication des écrits, y compris par voie électronique ou audiovisuelle » s'y rapportant. Cette proposition, sans portée dès lors que l'idéologie islamiste n'est pas définie par un contenu spécifique, s'inscrit par ailleurs en contradiction avec le discours de la candidate RN lorsqu'elle fustigeait la « censure » des spectacles de Dieudonné en 2014. En 2015, après la publication d'un message du même auteur ayant entraîné une condamnation pour apologie du terrorisme, Marine Le Pen déclarait : « Maintenant tout le problème de la liberté d'expression c'est où on met les limites : est-ce qu'on se contente d'une condamnation politique parce que Dieudonné se pique maintenant de faire de la politique, ou est-ce qu'on saisit les tribunaux, ça c'est la question que chaque pays doit se poser et mettre le curseur au bon endroit. » Ainsi, la volonté affichée d'agir contre les discours islamistes se heurte à l'incapacité d'en définir une déclinaison opérationnelle. Cette déclaration d'intention ne pourra pas être suivie d'effets, et l'histoire récente a montré que Marine Le Pen avait tantôt hésité à assumer la nécessité des poursuites pénales face à des contenus d'apologie du terrorisme ou de négation de crimes contre l'humanité, tantôt outrepassé le principe de laïcité pour réclamer l'interdiction du port de marqueurs de la pratique religieuse dans la rue.

En matière de sécurité « du quotidien », le programme du RN est également traversé de contradictions profondes. Si un paragraphe soulève, à juste titre, le défaut d'élucidation de très nombreuses affaires comme l'angle mort principal des procédures pénales, le contenu du programme ne traite pas de

ce sujet, sauf à l'évocation rapide d'un renforcement « des capacités d'enquête de la police et de la gendarmerie ». La doctrine de Marine Le Pen en matière de sécurité repose davantage sur l'affirmation constante d'une forte punitivité. Celle-ci est censée permettre de provoquer « la peur des policiers et des gendarmes » chez les auteurs d'infractions et, par là même, de « dissuader les délinquants et les criminels de passer à l'acte ». Cette valeur dissuasive de la punitivité a été historiquement au cœur du débat sur l'abolition de la peine de mort. Jordan Bardella déclarait ainsi en 2020 souhaiter un « référendum d'initiative citoyenne [...] si les Français veulent se saisir de la possibilité de rétablir la peine de mort ». Plus stratégiquement, le RN en quête d'une image plus policée réclame le « rétablissement de la perpétuité réelle », c'est-à-dire une peine de réclusion associée d'une période de sûreté illimitée, déjà présente pour des circonstances spécifiques dans l'article 221-3 du Code pénal.

La logique de répression accrue est poursuivie comme un moyen privilégié de faire baisser la criminalité. Celle-ci repose sur l'extension de près de 30 % du nombre de places de prison, sur la minimisation des sanctions alternatives à la détention et des procédures alternatives aux poursuites. Le fait de rendre impossible l'acquisition de la nationalité française pour les mineurs étrangers ayant commis des délits et l'expulsion systématique des étrangers condamnés sont censés « libérer des places de prison » sans qu'il n'apparaisse clairement si la peine doit être purgée avant l'expulsion, ou si l'expulsion fait figure, *in fine*, d'alternative aux poursuites pénales. Dans le premier cas, la démarche ne permettrait pas une réduction du nombre de détenus, dans le second, les infractions ne feraient pas l'objet d'une sanction pénale, mais seulement d'un éloignement. Ces démarches ne permettent de traiter ni l'enjeu principal qui est celui de l'élucidation des infractions constatées, ni la question de l'amélioration de la déclaration des atteintes vécues. L'apparence de fermeté masque dans les faits une incapacité à agir sur les atteintes insuffisamment élucidées et poursuivies. Cette recherche des apparences se décline au niveau territorial par la volonté d'obliger les communes de plus de 10 000 habitants à se doter d'une police municipale, même lorsque les citoyens et les élus ne le souhaitent pas.

Sur les thématiques de l'insécurité et de la lutte contre le terrorisme, le programme du RN laisse transparaître de nombreuses contradictions, qui se révèlent être la conséquence d'une lente sédimentation des propositions du principal parti d'extrême droite depuis sa fondation, dont certaines ont été progressivement modifiées, écartées ou édulcorées pour permettre une acceptation sociale plus large.

Le prisme autoritaire demeure, et s'inscrit en contradiction avec les objectifs affichés, tant son efficacité repose sur l'espoir largement contredit par les faits (et même par certains constats effectués par le RN lui-même), selon lequel un régime de sanction plus sévère constitue le moyen privilégié de faire baisser la criminalité.

Les caractéristiques sociologiques du vote Le Pen

— Antoine Bristielle

Dans ce chapitre, nous nous focalisons sur la sociologie des potentiels électeurs de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. Pour cela, les données fournies par l'Enquête électorale française menée par Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde* sont d'une aide précieuse. En effet, l'échantillon de plus de 13 000 Français permet de saisir précisément l'intention de vote de sous-échantillons particuliers, chose qui n'est pas permise dans les sondages plus classiques.

De notre point de vue, les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen comportent cinq caractéristiques sociologiques majeures.

Un faible écart d'intention de vote entre les hommes et les femmes

La première caractéristique dans les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen est l'absence de différences entre les hommes et les femmes. Elle obtient, en effet, 17 % d'intentions de vote au sein de ces deux électorats. Cela n'est pas une donnée

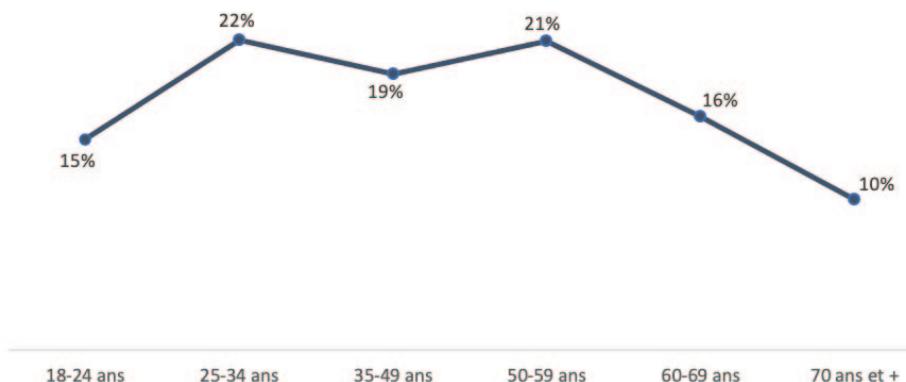
anodine. Pendant de très nombreuses années, le vote en faveur de l'extrême droite s'était caractérisé par un écart majeur entre les hommes et les femmes. Or, en 2017, Marine Le Pen avait réussi à combler cet écart¹ et il semblerait qu'elle soit également en mesure de le faire lors de cette élection présidentielle. C'est un point qui la distingue très largement d'Éric Zemmour, son concurrent à l'extrême droite du spectre politique. Ce dernier est actuellement mesuré à 8,5 % d'intentions de vote chez les femmes et à 14 % chez les hommes.

Un vote d'actifs, occupés et inoccupés

Regardons maintenant les intentions de vote pour Marine Le Pen en fonction de l'âge des Français. Comme on le constate sur le graphique 1, Marine Le Pen obtient ses scores les plus importants chez les personnes âgées de vingt-cinq à soixante ans (autour de 20 %), alors que ces intentions de vote chutent chez les plus jeunes (15 % chez les 18-24 ans) et chez les plus âgés (10 % chez les soixante-dix ans et plus).

1. Abdelkarim Amengay, Anja Durovic et Nonna Mayer, « The impact of gender on the Marine Le Pen vote », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, 2017, pp. 1067-1087.

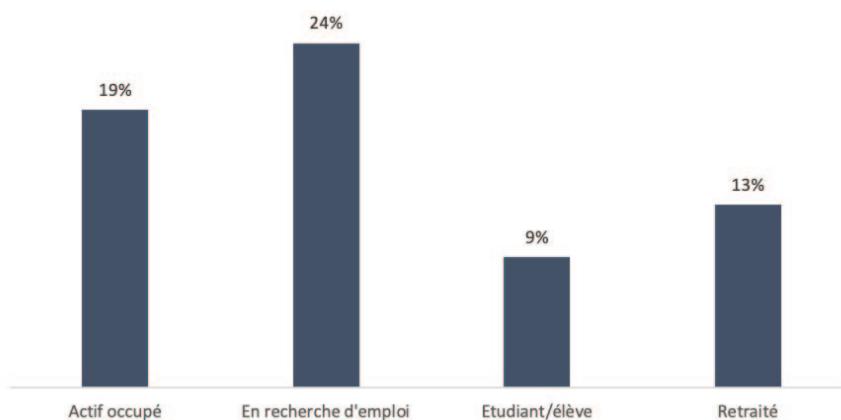
Graphique 1. Intentions de vote en faveur de Marine Le Pen en fonction de l'âge des répondants



Cette maximisation du vote Le Pen à l'âge où l'activité professionnelle est la norme se constate également lorsque l'on s'intéresse à la situation professionnelle des répondants (voir graphique 2). Alors que ses scores sont mauvais chez les étudiants et les retraités (respectivement 9 % et 13 %), les intentions

de vote sont particulièrement hautes chez les actifs. Mais à ce niveau, une différence importante se donne à voir. Plus encore que chez les actifs occupés, c'est chez les personnes en recherche d'emploi que Marine Le Pen réalise ses meilleurs scores (24 % des intentions de vote).

Graphique 2. Intentions de vote en faveur de Marine Le Pen en fonction de la situation professionnelle des répondants



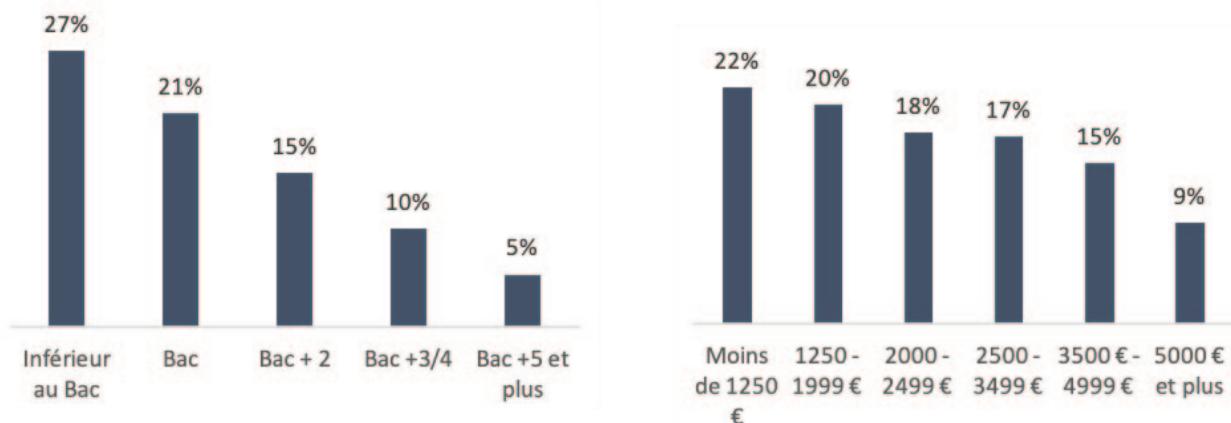
Faible niveau de diplôme et faible niveau de revenus

Deux autres variables jouent également un rôle prépondérant dans la dynamique du vote Le Pen : le niveau de diplôme et le niveau de revenu.

D'une part, plus le niveau de diplôme augmente, plus les intentions de vote pour Marine Le Pen chutent drastiquement. Alors qu'elle est actuellement

mesurée à 27 % des intentions de vote chez les personnes possédant un diplôme inférieur au baccalauréat, elle n'obtient que 5 % des voix des personnes possédant au moins un bac+5. Sans surprise, cette influence du niveau de diplôme se répercute au niveau du revenu. Plus le revenu du foyer augmente, plus le vote en sa faveur baisse. C'est ainsi au sein des foyers les plus pauvres – ceux dont le revenu mensuel net est inférieur à 1 250 euros – qu'elle réalise ses meilleurs scores (22 % des intentions de vote).

Graphique 3. Intentions de vote en faveur de Marine le Pen en fonction du niveau de diplôme des répondants et en fonction du revenu mensuel net du foyer des répondants

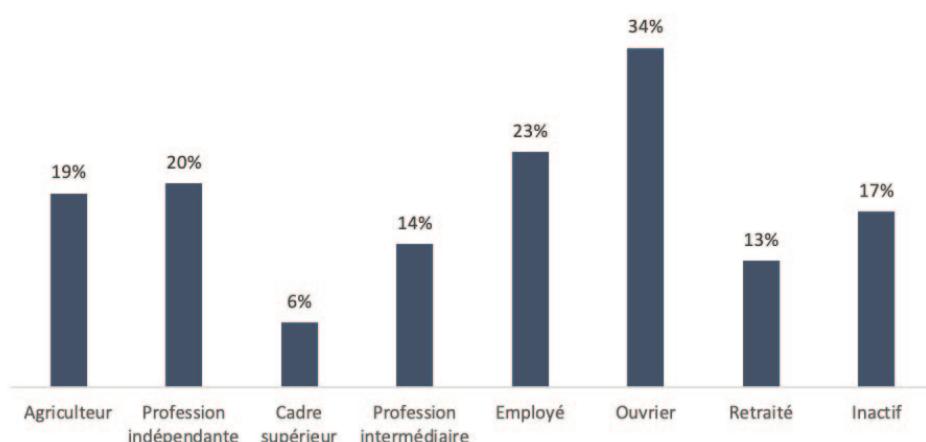


Un vote de catégories populaires

Disons-le sans détour, le vote Marine Le Pen est avant tout un vote de catégories populaires. C'est en

effet chez les employés et, plus encore, chez les ouvriers qu'elle réalise ses meilleurs scores. Le cas des ouvriers est d'ailleurs particulièrement évocateur : elle est mesurée à 34 % d'intentions de vote au sein de cette catégorie, soit près de 20 points de plus que le second au sein de ce groupe (Emmanuel Macron avec 15 % des intentions de vote).

Graphique 4. Intentions de vote en faveur de Marine Le Pen en fonction de la catégorie socioprofessionnelle des répondants

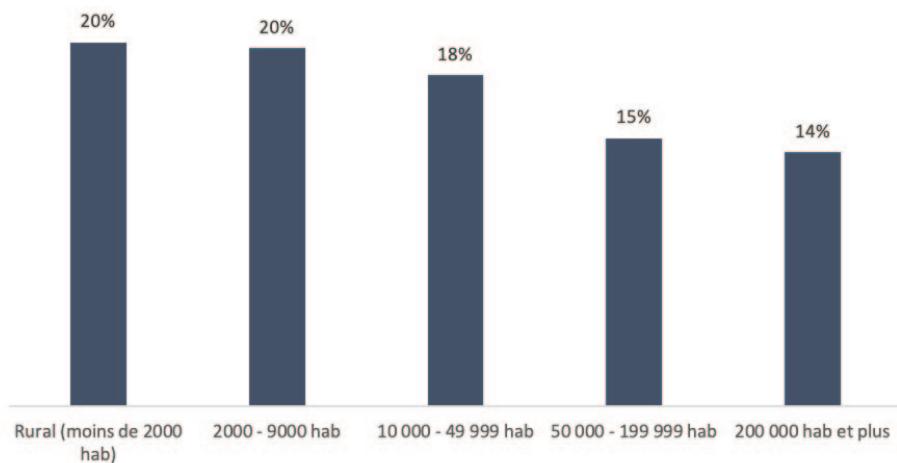


Un vote avant tout rural

Une dernière variable entre largement en ligne de compte pour expliquer les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen : le lieu de résidence des interviewés. Même si Marine Le Pen réalise des scores non

négligeables au sein des grandes agglomérations, c'est bien dans les petites communes que les intentions de vote en sa faveur sont les plus importantes (20 % dans les communes rurales et dans les communes de 2 000 à 9 000 habitants). Le fait d'être éloigné des aires d'attraction du pays n'est donc pas sans conséquence sur le vote en faveur du Rassemblement national.

Graphique 5. Intentions de vote en faveur de Marine Le Pen en fonction de la catégorie d'agglomération des répondants



Conclusion

À l'heure où nous écrivons ces lignes, Marine Le Pen a creusé un écart substantiel (près de 6 points) avec Éric Zemmour, son adversaire à l'extrême droite. Une des raisons essentielles à cela est l'ancrage social du Rassemblement national. Quand Éric Zemmour obtient des scores finalement assez équivalents au sein des différentes catégories sociales, Marine Le Pen peut s'appuyer sur des fractions de la société

– les catégories populaires en l'occurrence – qui lui sont particulièrement fidèles¹. À n'en pas douter, l'évolution programmatique du FN/RN vers des positions économiques moins libérales – que nous mettons en lumière dans un autre chapitre de ce rapport – n'est pas étrangère à ce phénomène. Le passage du néolibéralisme au « social-populisme² » lui a permis de solidifier son ancrage au sein des catégories populaires et c'est cela qui lui permet d'être actuellement bien placée pour accéder au second tour de l'élection présidentielle.

1. Pascal Perrineau notait déjà de telles caractéristiques du vote Le Pen en 2017 : Pascal Perrineau, « Chapitre 9. Front national : un nouveau vote de classe ? », dans Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.), *La Démocratie de l'entre-soi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp. 133-146.
 2. Gilles Ivaldi, « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) », dans Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 161-184.

Attentes et enjeux des électeurs de Marine Le Pen

— Émeric Bréhier

Quelles sont donc les grilles de lecture du monde qui guident les électeurs de Marine Le Pen et en quoi se distinguent-elles de celles de nos concitoyens attirés par Éric Zemmour ? Qu'est-ce qui les différencie fondamentalement de leurs voisins de palier, de travail ou de transport ? Et comment ces éventuelles singularités ont-elles évolué ces derniers mois ? En effectuant une plongée dans les vagues successives des études réalisées pour *Le Monde*, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès¹, quelques marqueurs apparaissent permettant d'expliciter en partie la résistance de la présidente du Rassemblement national à l'offensive politique d'Éric Zemmour. Car, au-delà des données sociologiques particulièrement pertinentes, c'est aussi, et peut être avant tout, une vision du monde dans laquelle une grande partie des électrices et des électeurs de Marine Le Pen continuent à se reconnaître. Appuyée sur cette dernière, étant parvenue, tout au long de ces années, à fidéliser une partie non négligeable de celles et ceux déposant un bulletin de vote dans l'urne en faveur de son parti, et au-delà des vicissitudes sondagières, la qualifiée au second tour de la dernière élection présidentielle est parvenue à instaurer un nouvel élément de clivage qui résiste. À ce stade.

Premier élément qui distingue son électorat d'une grande partie du reste des Françaises et des Français : un pessimisme sur leur situation, et une inquiétude jamais démentie sur le devenir de leur pays et du leur

en particulier. Ainsi, dans la vague 6, à la question « quand vous pensez à ce que vous allez vivre dans les années à venir, vous êtes satisfait de cette perspective ? », alors que la moyenne est à 28 % empreint d'une satisfaction (même relative), les électeurs de Marine Le Pen ne sont que 16,7 % à faire preuve d'un même optimisme². Et 38,1 % (contre 24,4 % pour l'ensemble de leurs concitoyens) à être pessimistes. Cette inquiétude se retrouve d'ailleurs, lors de la vague suivante, lorsque l'on se penche sur la confiance accordée à autrui. Seuls 21,5 % des électeurs de Marine Le Pen font confiance à une personne rencontrée pour la première fois (contre 36,5 % en moyenne), 44,8 % à une personne d'une autre nationalité (66,5 % en moyenne), ou 54,8 % d'une autre religion (68,4 % en moyenne). Leur appartenance à la nation est d'ailleurs, pour 49 % d'entre eux, ce qui les caractérise le mieux, contre 31 % des sondés, lors de la vague 4 (et 55,8 % des électeurs d'Éric Zemmour)³.

Ce besoin de recouvrir une certaine confiance ou, dit autrement, cette plus grande difficulté à accorder sa confiance se retrouve logiquement dans l'appréciation portée aux élus de la République. Tant en ce qui concerne les maires, les députés que les médias, la défiance est plus grande chez les électeurs du Rassemblement national que chez la plupart de nos concitoyens (sauf les abstentionnistes). Ainsi, lorsque 64,8 % font confiance aux premiers magistrats

1. *Enquête électorale française 2021-2022*, enquête Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde*.

2. *Enquête électorale française 2021-2022*, *op. cit.*, vague 6, 5 mars 2022.

3. *Enquête électorale française 2021-2022*, *op. cit.*, vague 4, 22 janvier 2022.

des communes, d'après la vague 7, ils ne sont que 57,7 % au RN (et 56,5 % chez Reconquête !), et ils ne sont que 17,9 % à faire confiance à leur député (contre 34,4 % des sondés) et 21,2 % aux médias (14,2 % chez Reconquête !) contre 31,6 % en moyenne¹. Cette défiance s'accompagne d'une attente d'une société sans aucun doute moins divisée, corsetée et une attente d'égalité. Ainsi, à l'interrogation de la nécessité pour une société de connaître un sommet et une base de l'échelle sociale, les électeurs de Marine Le Pen se confondent avec l'avis moyen de nos concitoyens : 38,4 % sont en désaccord avec cette affirmation (39,4 % pour l'ensemble) contre juste 30,2 % pour les électeurs d'Éric Zemmour. Autre question dans cette vague 3, avec une réponse similaire, la recherche de l'égalité entre les différents groupes ne saurait être une mauvaise idée pour 32,9 % des électeurs de Marine Le Pen contre seulement 23,2 % de ceux du créateur de Reconquête¹². La perception des qualités d'un leader répond à n'en pas douter à cette attente d'une restauration de la confiance. Les électeurs de l'ancienne présidente du Rassemblement national lui demande moins de porter une vision (8,8 %) que la moyenne (19,2 %) que de défendre l'identité de la France (32 % contre 18 %), même si, ici, ceux d'Éric Zemmour affiche une attente plus prégnante encore (45,4 %). Mais à l'instar de la moyenne de leurs concitoyens, les électeurs frontistes souhaitent que le leader soit attentif aux réalités vécues par les Français (47,6 %). Un bon leader se doit donc d'être proche d'eux (29,3 %), de prendre leur avis (22,6 % contre 14,5 % en moyenne et 13,5 % pour ceux d'Éric Zemmour) et de faire preuve de fidélité vis-à-vis de ses engagements (23,6 % contre 19,9 % en moyenne). Et, au diapason des électeurs de Jean-Luc Mélenchon (pourtant promoteur d'une VI^e République parlementaire), ils attendent du prochain président de la République – pour eux une prochaine présidente – qu'il se comporte en chef de gouvernement (69 % des électeurs frontistes et 61,9 % des électeurs « insoumis ») et non pas tel un chef d'État (31 % des élec-

teurs de Marine Le Pen contre 47,6 % de ceux d'Éric Zemmour). La figure du chef joue ici à plein, et les attentes sont alors fortes et clairement exprimées.

Ici, nul doute ne saurait étreindre les électrices et électeurs putatifs de la patronne du Rassemblement national. Quand, dans la vague 5, une majorité de leurs concitoyens estiment qu'elle donne une mauvaise image de la France (69,4 %), qu'elle n'a pas l'étoffe d'un président de la République (61,2 %), qu'elle les inquiète (52,8 %), ses supporters rejettent avec entrain toutes ces accusations³. Et force est de constater que la réprobation et l'inquiétude sont bien plus massives en ce qui concerne la figure concurrente et récemment apparue qu'est celle d'Éric Zemmour. Marine Le Pen et Éric Zemmour sont soutenus massivement par leur électorat respectif, mais l'ancienne présidente du Rassemblement national, depuis longtemps dans le paysage, donne moins une mauvaise image de la France, a plus l'étoffe d'un président, comprend mieux les gens « comme nous », inquiète moins et est moins démagogique. Le match est ici plié.

Cette attente forte s'ancre dans une attitude de radicalité assumée et assurée. Ainsi, à la question posée dans la vague 2 « sur l'échelle suivante où 0 signifie qu'en politique vous avez des idées très modérées et 10 que vous avez des idées vraiment très radicales, où vous situez vous ? », les réponses des électeurs de Marine Le Pen sont limpides : 53,4 % de ceux ayant voté pour elle en 2017 au premier tour se positionnent de 7 à 10, soit une moyenne de 6,7 (contre 5,5 pour l'ensemble des électeurs d'alors), la moyenne allant au fil du temps s'accroissant pour dépasser les 7 lors des européennes puis des régionales⁴. Et à quelques mois, alors, de l'élection présidentielle de 2022, 55,8 % d'entre eux choisissent les notes de 7 à 10 (le chiffre monte à 67,4 % pour les électeurs, alors, d'Éric Zemmour). Cette radicalité conduit à estimer la présence d'immigrés trop importante en France (96,9 % des électeurs de Marine Le Pen contre 62,9 % des sondés) et à percevoir l'islam

1. Enquête électorale française 2021-2022, *op. cit.*, vague 7, 18 mars 2022.

2. Enquête électorale française 2021-2022, *op. cit.*, vague 3, 18 décembre 2021.

3. Enquête électorale française 2021-2022, *op. cit.*, vague 5, 11 février 2022.

4. Enquête électorale française 2021-2022, *op. cit.*, vague 2, 22 octobre 2021.

comme une menace pour la République (89,5 % contre 62,8 % en moyenne). De même, dans la vague 6, 86,3 % des électeurs de Marine Le Pen et 88,1 % de ceux d'Éric Zemmour sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir plus d'immigrés n'est pas possible ». Si sur ce point les deux électorats d'extrême droite se retrouvent, ils se distinguent sur le plan économique et social. Ainsi, quand seuls 36,7 % de celui d'Éric Zemmour est d'accord avec l'affirmation selon laquelle il convient de prendre aux riches pour assurer la justice sociale, la proportion grimpe à près de 58 % (57,8 %) pour celui de Marine Le Pen. De même, si 45,5 % de ces derniers sont d'accord pour réduire le nombre de fonctionnaires, le chiffre atteint 58,1 % chez les personnes séduites par le discours d'Éric Zemmour. En parcourant la vague 6, cette distorsion se confirme. Ainsi, alors que 65,9 % des électeurs du patron de Reconquête ! soutiennent une diminution des impôts des entreprises et des plus aisés, ils sont 57,4 % de ceux du RN à souhaiter une augmentation des impôts des plus riches. De même, quand 21,8 % des électeurs d'Éric Zemmour s'opposent à l'idée de donner plus de moyens à l'État pour protéger les Français, 48,2 % de ceux de Marine Le Pen souscrivent à cette affirmation.

Les réponses, depuis la vague 3 et jusqu'à la dernière vague 8¹, concernant « les trois enjeux qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays » sont fort instructives et soulignent à la fois les points de convergence et de divergence de ces deux électorats d'extrême droite. Tous deux se retrouvent sur une moindre appréciation de la question environnementale : 25,8 % en moyenne pour la vague 3, mais seulement 11,6 % pour les électeurs du RN et 6,4 % pour ceux de Reconquête ! ; 26,8 % pour la vague 8, mais 11,4 % pour le RN et 7,7 % pour Reconquête ! Tous deux partagent également la même perception sur la délinquance et l'immigration :

23,4 % en moyenne mais 29,8 % pour les électeurs de Marine Le Pen et 47,2 % pour ceux d'Éric Zemmour dans la vague 4 ; 16,3 % pour la moyenne pour la vague 7, mais toujours 29,8 % pour les premiers et 43,2 % pour les seconds. Le même décalage se retrouve concernant l'enjeu de l'immigration. Les écarts vont de 20 à 30 points entre la moyenne et les électeurs du RN et de 30 à 40 points avec ceux de Reconquête !. Similarité donc sur ces deux thèmes constitutifs de l'ADN de l'extrême droite, mais de manière plus affirmée encore du côté de ceux séduits par le discours virulent d'Éric Zemmour. À l'inverse, quand l'électorat de l'ancienne présidente du Rassemblement national s'inquiète plus que la moyenne sur le devenir des retraites (17,4 % contre 12,7 % pour la moyenne dans la vague 3 et 25,6 % contre 18 % dans la vague 8, c'est-à-dire après les annonces du président de la République), celui d'Éric Zemmour estime bien moins cet enjeu préoccupant. Le même constat saute aux yeux concernant la préoccupation du pouvoir d'achat. Depuis, et sans cesse, l'électorat frontiste est bien plus inquiet que la moyenne, et plus encore que celui de Reconquête !. Ainsi, lors de la dernière enquête, 59,4 % d'entre eux le placent dans leurs premières préoccupations contre « seulement » 39,2 % des électeurs du polémiste et 53,2 % de la moyenne des Français.

Ainsi, de la même manière que, dans ses travaux, René Rémond distinguait trois droites, voit-on apparaître au fil de ces vagues d'enquêtes deux électorats d'extrême droite que bien des choses distinguent à la fois du reste de leurs concitoyens, mais également entre eux. Bien évidemment, nombre d'éléments les rapprochent. Mais à ce stade, la tentative d'OPA d'Éric Zemmour sur la synthèse électorale construite depuis plusieurs années par l'ancienne présidente du Rassemblement national ne semble pas avoir séduit sa base sociologique, aux attentes économiques et sociales affirmées.

1. *Enquête électorale française 2021-2022, op. cit.*, vague 8, 28 mars 2022.

Ce que renvoie Marine Le Pen

– Jérémie Peltier

« Marine Le Pen fait une bonne campagne », « Marine Le Pen est plus sympa », « Marine Le Pen a l'air proche des gens », « Marine Le Pen n'est pas d'extrême droite », « Marine Le Pen est souriante ».

Ces petites phrases qui ne sont plus prononcées à bas mot, parfois pour justifier l'actuel score de la candidate d'extrême droite dans les intentions de vote, d'autres fois pour expliquer les raisons pour lesquelles il serait moins grave de voter Marine Le Pen aujourd'hui par rapport à 2017, ont été monnaie courante durant les dernières semaines de la campagne électorale.

Il est donc intéressant d'analyser sur quoi reposent ces éléments : comment les Français perçoivent-ils aujourd'hui la candidate du Rassemblement national ? Comment son image a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ? Car si cela n'indique rien sur le contenu ni de son programme, ni du projet politique qu'elle souhaite porter, cela dit beaucoup sur le sentiment de plus en plus partagé qu'il y aurait demain moins d'électeurs prêts à se lever pour voter contre elle en cas d'accession au second tour de l'élection présidentielle qu'il y en avait encore en 2017.

Stature présidentielle et puissance d'action

Le premier élément d'analyse intéressant lorsque l'on se penche sur les différents candidats à l'élection présidentielle est de regarder s'ils ont ou non l'étoffe d'une ou d'un président de la République dans la tête des Français. Pour le dire autrement, les Français parviennent-ils à imaginer les différents candidats être demain les nouveaux locataires de l'Élysée ?

Sur ce point, force est de constater que Marine Le Pen a réussi à faire passer son amateurisme, symbolisé par sa prestation lors du débat de l'entre-deux-tours face à Emmanuel Macron en 2017, comme une mauvaise parenthèse désormais refermée. Car si le président de la République actuel est logiquement celui qui arrive en tête parmi les candidats ayant le plus l'étoffe d'un président (65 % des Français le pensent), Marine Le Pen arrive derrière lui avec 39 % des Français qui le pensent, devant Jean-Luc Mélenchon (27 %), Valérie Pécresse (24 %), Éric Zemmour (21 %) et Yannick Jadot (15 %). C'est 4 points de plus qu'en février dernier, signe de la dynamique actuelle de la candidate.

Et qu'en était-il il y a cinq ans, en avril 2017 ? Alors qu'ils étaient à l'époque invités à classer sur une échelle de 0 (absolument pas) à 10 (absolument) la stature présidentielle de Marine Le Pen, les Français n'étaient alors que 21 % à considérer qu'elle avait l'étoffe d'une future présidente (note entre 7 et 10), soit moitié moins que ce que nous constatons aujourd'hui. Autrement dit, il y a aujourd'hui deux fois plus de Français à considérer que Marine Le Pen a l'étoffe d'une présidente de la République par rapport à 2017. C'est donc un véritable tour de force.

Autre élément à ajouter à cette analyse, la stature internationale, condition habituellement « essentielle » pour avoir l'étoffe d'un ou d'une présidente de la République. Avec 28 % des Français qui considèrent qu'elle donne une bonne image de la France à l'étranger, Marine Le Pen semble loin du compte (quand 63 % des Français créditent cela à Emmanuel Macron). Mais comme dit l'adage, comparaison permet souvent consolation : 31 % des Français seulement considèrent que Valérie Pécresse (pourtant ancienne ministre et actuelle présidente de la région

la plus puissante du pays) donne une bonne image de la France à l'étranger, 25 % pour Yannick Jadot, 21 % pour Jean-Luc Mélenchon et 17 % pour Éric Zemmour, soit des niveaux qui nous rappellent que la stature « internationale » n'est attribuée à un candidat que lorsqu'il est ou a été président de la République.

Enfin, l'une des évolutions frappantes entre 2017 et aujourd'hui concernant Marine Le Pen porte sur la volonté d'agir que lui confèrent les Françaises et les Françaises. En effet, alors que 36 % des personnes interrogées dans notre panel en avril 2017 étaient d'accord avec le fait que Marine Le Pen « veut vraiment changer les choses », ils sont 59 % à le penser aujourd'hui, ce qui en fait la candidate la mieux perçue sur cet item (55 % pour Jean-Luc Mélenchon, 51 % pour Éric Zemmour, 42 % pour Emmanuel Macron, 41 % pour Yannick Jadot et 30 % pour Valérie Pécresse).

Au-delà donc de la stature présidentielle (capacité à avoir et à incarner le pouvoir), c'est sur sa capacité à faire quelque chose de son pouvoir en cas d'élection qu'est aujourd'hui créditée positivement Marine Le Pen. Non pas le pouvoir donc, mais la puissance que permet ce pouvoir.

Empathie et sympathie

La deuxième force de Marine Le Pen aujourd'hui se trouve du côté de la proximité qu'elle parvient aujourd'hui à incarner pour les Français, une forme d'empathie que n'auraient pas les autres candidats : 46 % des Français considèrent qu'elle « comprend bien les problèmes des gens comme nous », ce qui la place loin devant Valérie Pécresse (22 %), Yannick Jadot (25 %), Emmanuel Macron (27 %) et Éric Zemmour (29 %). À ce stade, seul Jean-Luc Mélenchon (41 %) semble la concurrencer sur ce registre fondamental dans une époque où le besoin de reconnaissance de chacun dans sa singularité n'a jamais été aussi important. Et au-delà de la dynamique dont elle bénéficie sur cet aspect depuis plusieurs semaines maintenant (+ 4 points par rapport à février 2022), due notamment à ses prises de position pour défendre le pouvoir d'achat des Français

(figure imposée de cette campagne présidentielle), c'est l'évolution depuis 2017 qui est impressionnante, quand 22 % seulement des Français la jugeaient proche de leurs préoccupations.

À côté de l'empathie, il semble par ailleurs que Marine Le Pen bénéficie aujourd'hui d'une cote de sympathie certes relative, mais « moins pire » que ses autres concurrents. Ainsi, 29 % des Français indiquent avoir de la sympathie à son égard, contre 20 % pour Jean-Luc Mélenchon, 19 % pour Éric Zemmour, 16 % pour Yannick Jadot et Valérie Pécresse. Seul Emmanuel Macron fait mieux, avec 32 % des Français éprouvant de la sympathie à son égard. Une nouvelle fois, c'est l'évolution entre 2017 et aujourd'hui qui est notable pour Marine Le Pen : 29 % des Français indiquent aujourd'hui avoir de la sympathie à son égard, contre moitié moins (15 %) en avril 2017.

Inquiétude et radicalité

À la lecture de ces éléments, où se trouvent les failles de Marine Le Pen ? D'abord, elle reste perçue comme « un peu plus » démagogique que les autres candidats à l'élection présidentielle : 54 % des Français la perçoivent ainsi, contre 49 % pour Emmanuel Macron et Éric Zemmour, 43 % pour Valérie Pécresse et 35 % pour Yannick Jadot. Seul Jean-Luc Mélenchon atteint des scores similaires à Marine Le Pen (52 %). Mais est-ce vraiment un problème ? Quand on met en relation cet élément avec les différents traits d'image cités plus haut, et que l'on constate finalement les hauts niveaux sur cet item de la démagogie pour les autres candidats, on pourrait aussi analyser cela comme une forme de lucidité de la part des Français sur ce qu'est Marine Le Pen et sur ce que sont les responsables politiques d'une façon générale. Pour le dire autrement, c'est comme si les Françaises et les Français avaient intégré le caractère intrinsèquement démagogique d'une partie des responsables politiques, notamment en temps de campagne, comme s'ils avaient intégré que cet élément fait et doit faire partie du jeu, comme s'ils attendaient et souhaitaient eux-mêmes qu'on les flatte à des fins électorales (soit ce qu'est la démagogie).

La principale difficulté pour Marine Le Pen en termes d'image se trouverait alors dans l'inquiétude qu'elle suscite encore aujourd'hui : 51 % des Français sont inquiets face à elle (chiffre proche de ce que l'on observait en avril 2017, avec 53 % des Français qui disaient être inquiets). Mais là aussi, il est frappant de noter à quel point les autres candidats à la présidentielle renvoient à des niveaux d'inquiétude tout aussi importants : 42 % des Français sont inquiets face à Emmanuel Macron, 52 % face à Jean-Luc Mélenchon et 65 % face à Éric Zemmour. Autrement dit, parmi les quatre candidats les mieux placés aujourd'hui pour accéder au second tour, Marine Le Pen est moins dans l'exception que dans la norme.

Il y a cependant un élément notable depuis 2017 : la façon dont les Français la placent sur l'échelle gauche-droite allant de 0 à 10 (0 très à gauche, 10 très à droite). En avril 2017, 80 % la plaçaient entre 9 et 10, soit très à droite. En octobre 2021, bénéficiant de l'arrivée d'Éric Zemmour dans la course à l'Élysée, ils « n'étaient » plus que 73,5 %.

La même inquiétude donc, mais vis-à-vis d'une candidate considérée comme « moins d'extrême droite » que par le passé.

Conclusion

Que retenir de tout cela ? D'abord que le travail silencieux de la candidate d'extrême droite durant ces cinq dernières années a considérablement fait évoluer son image. Jadis considérée d'abord et avant comme inquiétante et pas à la hauteur, elle est au-

jourd'hui jugée plus crédible en dégageant une image presque « réconfortante » dans un pays fatigué et angoissé, qui assume sans être dupe d'être caressé dans le sens du poil et d'être cajolé en temps de campagne électorale.

Cela amène à deux enseignements. D'une part, à force de ne parler que du style et de l'esthétique dans ce qu'est devenue la politique (a-t-il été bon ou pas bon ? est-il souriant et bon client ?), Marine Le Pen s'est adaptée. Ainsi, la forme a pris le pas sur le fond, le style sur le projet, le théâtre sur le programme. C'est une évolution importante dont bénéficie Marine Le Pen et sa campagne sans bruit ni fracas, épousant une époque épidermique, angoissée et fatiguée.

D'autre part, à la vue de ces différents éléments, il va sans dire que la façon dont elle était combattue lors de la dernière présidentielle, par exemple durant le débat d'entre-deux-tours, se doit d'évoluer considérablement. Les arguments liés à son incompétence ou à son absence de connaissance du terrain ne semblent plus porteurs à l'heure où une partie des Français la considèrent comme tout à fait présidentiable et proche des gens, et pas plus inquiétante que d'autres candidats.

C'est donc sur un tout autre terrain que devra aller son futur opposant pour la battre au second tour si elle y accède : montrer sa capacité à faire ou non quelque chose de son pouvoir lorsqu'on est élu président de la République, montrer sa capacité à faire preuve d'empathie vis-à-vis notamment des classes populaires, montrer sa capacité à être proche des gens et de leur vie, sous peine encore de gloser en vain face à la montée inquiétante de cette candidate dans le pays.

Contrevenir à la stratégie du rassemblement de Marine Le Pen

– Gilles Finchelstein

– Raphaël Llorca

Flash-back. En 2017, le second tour de l'élection présidentielle tourne au désastre pour Marine Le Pen, après un débat télévisé en forme de naufrage. Un an après, le « Front » national devient le « Rassemblement » national : à l'époque, beaucoup ne donnent à ce changement de nom qu'une visée tactique – tourner le dos au passé en fermant la page de Jean-Marie Le Pen. Et s'il y avait aussi une visée stratégique, celle de mener une campagne de rassemblement ? Dans un renversement total, vis-à-vis de ses campagnes précédentes et plus largement de la culture politique de l'extrême droite, Marine Le Pen ne cherche plus à apparaître comme la candidate antisystème, mais comme la candidate de l'unité. Obligeant, de fait, à revoir la façon dont on s'oppose à elle.

La stratégie politique

Pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui, il convient sans doute de repartir de la campagne présidentielle de 2017.

L'analyse d'alors peut être résumée simplement. La France est dans un « moment populiste » – nous sommes notamment dans la foulée du référendum britannique de 2016 sur le Brexit et de la victoire de Donald Trump de 2017. La stratégie de Marine Le Pen – largement inspirée par Florian Philippot – consiste à réaliser « la jonction des colères ». Sa cible électorale, notamment pour le second tour, est politique : il s'agit prioritairement de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon.

Dès lors, les moyens à l'appui de cette stratégie découlent logiquement. Le discours sur l'immigration, pourtant priorité écrasante de l'électorat de Marine Le Pen, passe en mode mineur. Le discours sur l'Europe ou, plutôt, sur la critique de l'Union européenne et la sortie de l'euro passe en mode majeur parce que là se trouverait le point de jonction entre la gauche radicale et l'extrême droite.

La stratégie peut paraître cohérente, elle est pourtant totalement erronée. Elle néglige le potentiel de report de l'électorat de François Fillon qui n'est guère éloigné de celui de Marine Le Pen sur l'immigration et la délinquance. Elle surestime – de beaucoup – le potentiel de report de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, ne mesurant pas que, pour cet électeurat politisé, l'extrême droite reste l'extrême droite : de fait, 10 % à peine des électeurs de Jean-Luc Mélenchon choisissent Marine Le Pen le 7 mai 2017.

Pour analyser les leçons que Marine Le Pen a tirées de cet échec, il faut distinguer deux phases – attestant d'ailleurs de ce que la stratégie de Marine Le Pen est mobile et s'adapte aux évolutions de la situation.

La première phase est celle de la pré-campagne. Elle commence en septembre et se termine en décembre 2021. Elle se caractérise comme le « moment identitaire ». La candidature d'Éric Zemmour se dessine. Alors que cinq thématiques se situent au même niveau dans la hiérarchie des préoccupations des Français, Éric Zemmour emmène la campagne sur son terrain : l'identité nationale. Il est suivi par la plupart des candidats au congrès des Républicains qui se déroule dans la foulée. Et Marine Le Pen n'est pas en reste – elle doit s'adapter, et elle s'adapte.

Sa stratégie est alors la « jonction des droites » et ce sont les anciens électeurs de François Fillon qui constituent sa cible électorale. Ils sont en déshérence, dans l'attente de leur candidat. Ils sont beaucoup plus âgés que la moyenne des Français – précisément dans cette catégorie d'âge que Marine Le Pen ne parvient pas à convaincre.

Et, là encore, les moyens à l'appui de cette stratégie en découlent naturellement. Il faut, d'une part, neutraliser l'inquiétude patrimoniale que suscite Marine Le Pen : non seulement la sortie de l'euro est abandonnée mais, dans *Le Figaro*, la candidate de l'extrême droite explique que la dette accumulée pendant la pandémie devra, au même titre que les autres dettes, être honorée. Puis elle propose une réforme des droits de succession dans la lignée la plus classique de la droite libérale. Il faut, d'autre part, occuper elle aussi le terrain de la délinquance, de l'immigration et, bien sûr, de l'islam – ce qu'elle fait en défendant l'interdiction de tout signe religieux, y compris dans l'espace public ; en clair, l'interdiction du voile dans la rue...

Résultat ? À la fin de l'année 2021, elle a certes résisté à la percée d'Éric Zemmour puis de Valérie Pécresse, mais elle n'est pas parvenue à capter l'électorat de François Fillon. En décembre 2021, cet électorat se partage entre Valérie Pécresse (52 %), Emmanuel Macron (24 %) et Éric Zemmour (17 %) – Marine Le Pen n'y réalise toujours qu'un score marginal (3 %).

La seconde phase est celle de la campagne proprement dite. Elle commence en janvier 2022 et va certainement se prolonger au moins jusqu'au premier tour. Elle s'inscrit dans un « moment social » – certes entrecoupé de deux événements majeurs, la cinquième vague de la Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais, à partir du mois de janvier, une préoccupation se détache des autres et s'impose comme la priorité majeure : le pouvoir d'achat. La cible, alors, n'est plus politique – les électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2017, les électeurs de François Fillon dans la pré-campagne de 2021 –, mais sociologique : c'est la « jonction du peuple » et notamment des milieux populaires, la constitution de ce « bloc populaire » contre le « bloc élitaire » que promeut Jérôme Sainte-Marie.

À l'appui de cette stratégie, Marine Le Pen multiplie les propositions sur le pouvoir d'achat et en fait l'axe principal de sa campagne. Dans le même temps, à l'inverse d'Éric Zemmour qui, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qualifie le président russe de « démocrate autoritaire » et refuse l'accueil des réfugiés ukrainiens, elle fait preuve de pragmatisme pour neutraliser ses positions pro-Poutine.

Résultat ? Elle est aujourd'hui plus que jamais en tête dans les intentions de vote des milieux populaires : 25 % chez les employés, 35 % chez les ouvriers (soit 19 points devant Emmanuel Macron et 21 points devant Jean-Luc Mélenchon).

Mais les leviers de cette stratégie ne sont pas seulement techniques, ils sont aussi symboliques. Marine Le Pen joue en effet de ce qui fait sa force relative dans l'opinion par rapport aux autres candidats. Si elle est fragile sur la crédibilité internationale ou l'étoffe présidentielle, elle est la candidate dont les Français considèrent qu'elle comprend le mieux « les problèmes des gens comme eux ». Et c'est là où la stratégie politique se complète d'une stratégie d'image.

La stratégie d'image

Il est d'ores et déjà acquis que cette campagne présidentielle restera comme celle qui a étendu comme jamais la sphère d'influence de l'extrême droite. Idéologiquement, en imposant nombre de ses thèmes, de ses expressions, de ses arguments. Électoralement, en portant les scores de ses candidats à des niveaux inédits.

Rétrospectivement, il semble aujourd'hui que l'émergence d'Éric Zemmour lui a été d'une aide inespérée. Par effet de contraste, ses prises de position paraissent plus modérées : quand Zemmour refuse de distinguer islam et islamisme, qui s'inquiète encore de la « préférence nationale » proposée par Le Pen ? Par effet de comparaison, son image s'est adoucie : dans le dernier baromètre Elabe pour *Les Echos* et Radio Classique, Marine Le Pen est la deuxième personnalité préférée des Français – du jamais vu

pour une candidate d'extrême droite : en septembre dernier, elle n'apparaissait qu'à la onzième position.

On aurait tort, toutefois, de n'y voir qu'un contre-effet Zemmour : patiemment, Marine Le Pen a su construire un système de représentation qui, tout au long de la campagne, a diffusé ses effets neutralisants, contribuant à éviter le traditionnel argumentaire anti-extrême droite, à désamorcer les attaques les plus vives, à affaiblir le front républicain. Quand d'autres candidats auraient paniqué en voyant leur érosion dans les sondages, quand d'autres auraient brutalement décidé de reduire leur ligne, Marine Le Pen a tranquillement maintenu la sienne. S'il faut se pencher de près sur sa stratégie de signes, ce n'est pas pour avaliser le succès de sa « dédiabolisation », mais bien plutôt pour mieux comprendre les ressorts de la relative indifférence avec laquelle Marine Le Pen s'approche doucement de l'Élysée. Et alerter sur les dangers de la séduction narrative et esthétique de l'extrême droite, en cassant ce faux calme. Notre hypothèse, c'est qu'elle a mené une stratégie d'image aux antipodes de celles de 2012 et de 2017, passant de l'affrontement au rassemblement, du choc au *soft*, et en cherchant davantage à entrer en résonance avec l'époque et le ressenti émotionnel des Français.

Du choc au soft : Le Pen, une esthétique neutre

En 2022, Marine Le Pen a fait l'hypothèse que la campagne ne se gagnerait ni dans le dégagisme (« Qu'ils s'en aillent tous », clamait Mélenchon en 2012), ni dans le chamboule-tout (la « Révolution » que promettait Macron en 2017), mais dans l'unité. D'où sa volonté de mener une campagne de rassemblement, en se présentant comme la « présidente de la paix civile », appelant à créer un « gouvernement d'union nationale » qui irait « au-delà des étiquettes, au-delà de la gauche, au-delà de la droite », et en n'hésitant pas à multiplier les slogans rassembleurs (« S'unir pour la France », « Une France unie et forte »). C'est peut-être lors du débat qui l'a opposé

à Gérald Darmanin le 11 février 2021 sur France 2 que le grand public a pris conscience de ce changement radical de positionnement. À l'époque, le ministre de l'Intérieur portait sa loi sur le séparatisme, alors en débat à l'Assemblée nationale : s'attendant certainement à retrouver la Marine Le Pen agitée du débat de 2017, Darmanin paraît déstabilisé par ses prises de position bien plus modérées. En réaction, il lui lance : « Je ne vous trouve pas assez dure », puis un peu plus tard : « Je trouve Marine Le Pen un peu branlante, un peu molle. » Symboliquement, Marine Le Pen gagne ses galons de respectabilité de la part de son adversaire idéologique, en direct devant 1,9 million de personnes.

Depuis la pandémie, Marine Le Pen a quitté sa posture d'affrontement systématique : plutôt que de durcir son image vis-à-vis d'Emmanuel Macron, elle lui a emprunté plusieurs de ses codes symboliques et esthétiques. Lors des régionales de 2021, Marine Le Pen a voulu mener une campagne souriante, cherchant à incarner le renouveau dans un « état d'esprit de joie [...], optimiste et positif¹ », se réclamant même de la bienveillance chère au macronisme des origines. Lors du congrès de Perpignan, le traité colorimétrique du bleu historique du Front national évolue : d'un bleu sombre, profond, glissant vers le noir, dégageant beaucoup de force de caractère, on passe à un bleu clair, léger, glissant vers le blanc, plus conciliant, plus inoffensif aussi. « Libertés, libertés chères », clame son affiche publiée à la fin de l'été 2021, reprenant là encore les accents de la campagne Macron en 2017. La candidate est vêtue d'une veste bleu pastel – couleur délavée, ou « couleur bourgeoise » *dixit* Bourdieu –, le tout devant un fond vert, couleur très inhabituelle pour une affiche d'extrême droite. Plus flagrant encore, en janvier 2022, elle tourne une vidéo depuis le Louvre, sur les lieux mêmes où Macron avait célébré sa victoire au deuxième tour cinq ans plus tôt, pour mieux en retourner le symbole et appeler à « refermer la parenthèse Macron ».

En se projetant dans les premiers moments qui suivront son éventuelle élection, Marine Le Pen explique au journal *Le Parisien*² qu'elle chercherait à manier des

1. Ivonne Trippenbach, « Régionales : Marine Le Pen, la campagne "souriante" du Rassemblement national », *L'Opinion*, 15 juin 2021.

2. Quentin Laurent, Aurélie Lebelle, Rosalie Lucas, Didier Micoine, Aymeric Renou et Alexandre Sulzer, « Marine Le Pen face à nos lecteurs : "Je suis près de la victoire" », *Le Parisien*, 26 mars 2022.

Figure 1. Le Pen, une esthétique neutre



symboles d'unité nationale ... qui s'avèrent exactement ceux utilisés par Emmanuel Macron, à plusieurs reprises lors de son quinquennat :

J'irai à la basilique Saint-Denis, symbole de la royauté, aux Invalides, symbole de l'Empire, et devant la statue du général de Gaulle, symbole de la République. On ne peut créer l'unité du peuple français que si l'on est capable de recréer de l'unité dans l'histoire qui est la nôtre.

La stratégie de signes est redoutable : dans un quinquennat où le pouvoir a usé et abusé de symboles pour exercer le pouvoir, Marine Le Pen cherche à coller à ceux déployés par Emmanuel Macron pour rassurer, et créer le sentiment d'une douce alternance – au moins sur le plan symbolique.

Là où Éric Zemmour a cherché à incarner le contre-pied politique et esthétique du macronisme, dans une version résolument conflictuelle, Marine Le Pen a, elle, construit l'idée de l'alternance en se dotant d'un système de signes qui emprunte à ce que Roland Barthes appelait le « Neutre », à savoir des formes qui esquivent et suspendent toute forme d'opposition antagoniste et conflictuelle.

Comment comprendre ce revirement esthétique de la part de Marine Le Pen ? Premier élément de réponse : il est la conséquence d'une lecture politique du macronisme. « On incarne ce que Macron n'est pas. Il représente désormais une vision très autoritaire, très verticale, très arrogante du pouvoir. C'est le candidat du passe sanitaire, de l'écologie punitive et de la répression des Gilets jaunes¹ », expliquait Philippe Olivier, conseiller spécial de Marine Le Pen. « Macron est le président du chaos² », complétait Marine Le Pen. Son analyse est la suivante : face à un président jugé clivant et diviseur, les Français seraient en recherche d'une candidate incarnant une forme d'opposition plus apaisée. « Plus les fractures s'accentuent, plus il faut qu'on apparaisse comme une force de rassemblement³ », expliquait Jordan Bardella, alors vice-président du RN. « Je ne serai pas la présidente d'une partie du peuple contre l'autre, nous en avons trop souffert, mais la présidente de tous les Français, la présidente de l'unité française », a déclaré Marine Le Pen le 1^{er} avril 2022, en déplacement à Stiring-Wendel.

1. Charles Sapin, « Présidentielle : Marine Le Pen s'affranchit du RN par son affiche et son équipe », *Le Figaro*, 8 septembre 2021.

2. Matinale de France Inter, *L'invité de 8h20 : le grand entretien*, 23 novembre 2021.

3. Franck Johannès, « Zemmour, le possible candidat à la présidentielle de 2022 qui inquiète le RN », *Le Monde*, 10 juin 2022.

On comprend que la lecture politique est exactement inverse de celle d'Éric Zemmour qui, lui, décrit le président sortant en « mannequin de plastique », en « automate qui erre dans un labyrinthe de miroirs », en « masque sans visage »¹ –, ce qui justifierait, selon lui, un positionnement certes radical, mais d'abord et avant tout idéologiquement consistant. Interrogée par l'influenceuse Magali Berdah, Marine Le Pen affirme doucement : « Je pense que la brutalité inutile, gratuite, que développe Éric Zemmour va éloigner beaucoup de gens qui ont envie, simplement, de vivre dans la tranquillité, dans la sérénité, de ne pas être agressés partout, tout le temps, dans la rue, sur les réseaux, dans le milieu du travail, et même dans ce monde qui est devenu très, très brutal [...]. Je ne veux pas ajouter de la fureur à la fureur du monde². »

Pour répondre à l'archipel français, la campagne-thérapie

On touche là à une raison plus profonde encore de cette nouvelle stratégie d'image, qui correspond non seulement à une lecture politique, mais aussi à une lecture de la société française dans son ensemble. Polyfracturée, polytraumatisée par une série ininterrompue de crises (Gilets jaunes, pandémie, guerre en Ukraine), la société serait en attente non pas d'une thérapie de choc³, qui l'amènerait à craquer nerveusement, mais d'une thérapie tout court, lui permettant de panser ses plaies, de soulager ses symptômes, d'apaiser ses angoisses, ses peurs, ses inquiétudes. En cela, le succès de la série *En Thérapie* est tout à fait révélateur : en six semaines de diffusion, elle est devenue le programme le plus regardé de toute l'histoire d'Arte, avec plus de 35 millions de vues. Diffusée en pleine pandémie, la série montre le détail de séances de psychanalyses de plusieurs personnages confrontés à un autre choc traumatique, les attentats. « *En thérapie* est une série d'exception, qui montre

que la parole peut guérir et que l'écoute est importante⁴ », souligne Bruno Patino, le président d'Arte.

Ce que réalise Marine Le Pen, c'est une forme inédite de campagne-thérapie, qui vise non plus à instrumentaliser les émotions négatives (comme les populistes nous avaient habitués à faire), mais à accompagner émotionnellement le ressenti des Français. D'abord, en mettant en scène son propre parcours de femme cabossée : sa relation difficile avec son père, son statut de femme célibataire et les difficultés à trouver l'amour, ses grossesses difficiles (trois enfants en un an), sa névrose du débat raté en 2017... Pour la première fois en vingt ans de vie politique, Marine Le Pen est publiquement revenue sur chacune de ses failles, en les mettant en scène. C'était particulièrement marquant lors de son meeting à Reims, le 5 février 2022. En fin de discours, elle quitte son pupitre, s'avance sur scène et dit doucement : « Et maintenant, je vais prendre quelques minutes pour vous parler de moi. » Son enfance, marquée par l'attentat à la bombe contre l'immeuble où la famille Le Pen habitait, ses enfants, sacrifiés sur l'autel de la politique (« Ils comprendront un jour que le temps que je n'ai pas passé avec eux, je l'ai dépensé pour eux »), ses échecs politiques... tout y passe. « Le meeting de Marine Le Pen vire à la psychanalyse⁵ », commente *Quotidien*. « L'émotion avant la raison pour davantage dépolitisier cette campagne⁶ », grince *Libération*, avec raison.

Tout psychanalyste doit avoir suivi une thérapie avant de pouvoir exercer lui-même. C'est donc dans un deuxième temps, une fois ses névroses personnelles purgées, que Marine Le Pen a pu venir coller au plus près du ressenti émotionnel des Français pour les accompagner.

En septembre 2021, le sociologue Pierre Rosanvallon publiait *Les Épreuves de la vie*⁷, un ouvrage dans lequel il appelait à réévaluer la dimension subjective du monde social. Les individus seraient de plus en

1. Discours de Villepinte, parc des expositions, 5 décembre 2021.

2. « 24H avec Marine Le Pen », chaîne vidéo de Magali Berdah, 20 février 2022.

3. Pour pousser la métaphore médicale, Éric Zemmour considère que la société française est tellement malade qu'elle ne peut se soigner qu'en lui délivrant un courant électrique de forte intensité, déclenchant une crise de type « grand mal » censée lui permettre de prendre le chemin de la guérison.

4. Caroline Sallé, « *En thérapie*, le succès hors norme de la chaîne Arte », *Le Figaro*, 8 mars 2021.

5. Émission *Quotidien* du 7 février 2022, TMC.

6. Nicolas Massol, « À Reims, Le Pen surjoue la carte du "moi, j'ai souffert" », *Libération*, 5 février 2022.

7. Pierre Rosanvallon, *Les Épreuves de la vie : comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil, 2021.

plus façonnés par ce qu'il appelle leurs « épreuves » de vie, c'est-à-dire « l'expérience d'une souffrance, d'une difficulté de l'existence, de la confrontation à un obstacle qui ébranle au plus profond des personnes ». En conclusion, il pointait la nécessité de la part du personnel politique « d'entrer en résonance avec le paysage émotionnel du pays qui dessine son nouvel horizon d'attente ». À la sortie du livre, le journal *Le Monde* a proposé à plusieurs responsables politiques (Anne Hidalgo, Arnaud Montebourg, Valérie Pécresse et Marine Le Pen) de réagir à cette « théorie des épreuves ». À ce titre, il est très intéressant de relire la lecture qu'en faisait Marine Le Pen¹. Premier point : elle revient sur l'état psychologique affecté de la société. « À l'image des dépressions individuelles, écrit-elle, les Français semblent se laisser entraîner vers un fatalisme anesthésiant, et ce malgré les épreuves endurées, malgré les incertitudes du lendemain qui rongent, malgré la révolte contre le mépris institutionnel ». Deuxième point : elle fait le constat de l'impossibilité de répondre à la fragmentation de la société par des réponses politiques tradi-

tionnelles. « La théorie très pertinente de Jérôme Fourquet sur l'archipelisation de la société semble, en pratique, trouver difficilement une déclinaison électorale », analyse-t-elle. S'il est impossible de réunir politiquement les différents archipels français, peut-être est-il possible de les réunir émotionnellement – d'où son intuition de faire de sa campagne une sorte de miroir émotionnel des Français. « Notre société est devenue une société de l'émotivité, souligne le sondeur Stewart Chau². Elle rend compte d'un nouvel âge, celui des émotions, devenues déterminantes, voire structurantes pour la façon dont nous pensons le monde présent et à venir. »

Dans la première édition du baromètre « France-émotions³ », lancé en mars 2021, la première émotion citée par les Français à propos de la pandémie de Covid-19 était le sentiment de tristesse (36 %) et le désespoir (31 %). Pour y répondre, Marine Le Pen a quitté la posture purement contestataire (et tout ce qui allait de concert : visage tendu, voix agressive, doigt indigné) pour multiplier les sourires et les rires.

Figure 2. Chez Cyril Hanouna, la politique du rire



1. Marine Le Pen, « Le sujet essentiel n'est pas le vote, mais le non-vote », *Le Monde*, 24 août 2021.

2. Stewart Chau, *L'opinion des émotions*, Paris / La Tour-d'Aigues, Fondation Jean-Jaurès / Éditions de l'Aube, 2022.

3. « Le baromètre France-émotions », enquête Viavoice pour la Fondation Jean-Jaurès et *Le Point*, mars 2021.

Autrefois qualifié de « glaçant », son sourire est maintenant arboré comme un signe d’humanisation : elle n’hésite plus à rire à gorge déployée, ce qu’elle faisait en déplacements, mais jamais vraiment sur les plateaux. Pour le montrer aux yeux du plus grand nombre, quoi de mieux que d’aller sur le plateau de Cyril Hanouna ? Selon l’universitaire Claire Sécaïl, ses émissions répondent en effet à une « économie relationnelle¹ », qui sert avant tout à renforcer le capital sympathie de l’invité, quel qu’il soit. De fait, lors de son passage le 16 mars 2022, Cyril Hanouna multiplie les interjections valorisantes à son encontre : « On a l’impression que vous avez un mental d’acier », « Je me suis dit “miskine” (“la pauvre” en arabe, NDLR) Marine Le Pen, tout le monde la délaisse... », « Vous êtes une émotive, hein ! », « Vous faites plus jeune qu’avant ! ». Elle n’a plus qu’à dérouler son *storytelling*, celui d’une femme endurcie par les épreuves, solide, mais sensible.

Lors de la deuxième édition du baromètre « France-émotions² », publié en décembre 2021, c’est la fatigue qui émerge comme l’émotion qui qualifie le mieux l’état d’esprit des Français (à 57 %). Là encore, Marine Le Pen va accompagner ce sentiment en arborant tous les signes rassurants de la « civilisation du cocon³ ». À commencer par les chats, animal ronronnant du foyer, de l’intime, stars du web pour leurs papouilles et autres mignonneries. À coups de vidéos TikTok et même d’un compte Instagram spécialement dédié, Marine Le Pen va mettre en avant sa passion (réelle) pour les chats : elle en possède six chez elle, et a même profité du confinement pour passer un diplôme d’éleveuse de chats. L’animaleerie politique, on le sait, est toujours vectrice d’un imaginaire : en l’occurrence, celui des chats n’est pas un imaginaire de menaces. Qui se méfierait d’une femme à chats ? Ce trait d’image, longtemps cultivé de façon dissonante dans le passé (hurler en meeting vs caresser des chats), entre aujourd’hui en résonance avec sa stratégie politique : le chat ronronnant pour mieux endormir le front républicain. Une anecdote

de la politologue Chloé Morin permet de mesurer combien le grand public y est réceptif :

Quelle image retenez-vous d’elle ? La question est posée à un panel de citoyens, rencontrés à Lille en juillet 2021, lors d’une étude qualitative que je conduis sur la personnalité de Marine Le Pen auprès de ses électeurs potentiels, dans la perspective de la présidentielle à venir [...]. À ma grande surprise, les personnes présentes dans la salle, regroupées pour cette enquête d’opinion, sont nombreuses à évoquer un autre élément révélateur, à leurs yeux, de la personnalité de Marine Le Pen : les chats. Je reste interdite⁴.

Autre élément de réassurance et d’accompagnement du sentiment de fatigue : Marine Le Pen multiplie les entretiens en intérieur, confortablement installée dans des sofas, dans des ambiances chaleureuses, à la lumière feutrée – de l’émission *Ambition intime* (M6) à sa propre série d’entretiens YouTube M - *Le décryptage*, au micro d’Hugo Décrypte ou de Magali Berdah. Quelques touches kitsch complètent parfois le dispositif (une batterie, un sapin de Noël), comme pour définitivement désactiver tout imaginaire de menace : imagine-t-on les Tuche en dangereux dictateurs ? Dans cet univers du moelleux, Marine Le Pen développe une sorte de politique du cocooning, qui a pour objectif de faire oublier la dureté de son programme politique.

Son positionnement politique autour de la question du pouvoir d’achat est peut-être le meilleur exemple de campagne-thérapie, en cela qu’elle ne fait pas que proposer une batterie de mesures pour soulager les fins de mois difficiles : elle l’accompagne de tout un discours argumentatif sur l’empathie et l’écoute, qu’elle présente comme la source de ses propositions. « J’ai pleine conscience de la dégradation des conditions de vie des familles dans notre pays, grâce notamment aux échanges que j’ai eus avec elles ces dernières années », déclare-t-elle au *Figaro*⁵, avant de détailler sa politique familiale.

1. Claire Sécaïl, « L’élection présidentielle 2022 vue par Cyril Hanouna. 1. La pré-campagne (automne 2021) », résultats intermédiaires V.1.0, 26 janvier 2022.

2. « Le baromètre France-émotions », enquête Viavoice pour la Fondation Jean-Jaurès et *Le Point*, décembre 2021.

3. Vincent Cocquebert, *La Civilisation du cocon : pour en finir avec la tentation du repli sur soi*, Paris, Arkhê, 2021.

4. Chloé Morin, *On a les politiques qu’on mérite*, Paris, Fayard, 2022.

5. Charles Sapin et Albert Zennou, « Marine Le Pen : “Je suis lassée du bruit et de la fureur. J’ai envie d’efficacité” », *Le Figaro*, 3 février 2022.

Figure 3. En intérieur, la politique du cocooning



Dernier exemple récent : aux lendemains de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un sondage¹ montrait que 79 % des Français se déclaraient favorables à l'accueil de réfugiés ukrainiens. Contrairement à Éric Zemmour, arc-bouté idéologiquement, Marine Le Pen a parfaitement capté cet élan de solidarité, en déclarant que « la France s'honorait » à accueillir des réfugiés ukrainiens. Et ce, alors même qu'il y a quelques mois le RN lançait une pétition pour dire « non à l'accueil massif de réfugiés afghans »... Cet épisode de campagne montre que, pour Marine Le Pen, la résonance émotionnelle est désormais jugée plus importante que la cohérence idéologique.

La contre-attaque : conjurer la séduction de l'extrême droite

Dans son cours au Collège de France consacré aux fictions politiques, l'historien Patrick Boucheron in-

troduisait ainsi ses réflexions : « Ce qu'il y a d'attirant dans la tyrannie, c'est sa puissance fictionnelle. Non seulement sa capacité à parler et à faire parler, mais à susciter une énergie narrative. » Tout le travail de l'historien, jugeait-il, consiste précisément à « chercher le moyen d'y contrevénir ».

Lors de cette campagne présidentielle, l'extrême droite de Marine Le Pen a su déployer une « énergie narrative » certaine : ce chapitre a tenté d'en esquisser les grands traits. Tout notre travail, pour finir, consiste, à notre tour, de chercher le moyen d'y contrevénir, dans les jours qui nous séparent du second tour.

Idéologiquement, refermer (autant que possible) la fenêtre d'Overton

L'un des effets majeurs de la campagne Zemmour est d'avoir élargi ce qu'on appelle la « fenêtre d'Overton », à savoir le spectre du dicible et de l'acceptable dans le débat public, en imposant des expressions autrefois cantonnées à des sphères marginales de l'extrême

1. « Les Français et l'accueil de réfugiés ukrainiens », enquête Ifop pour *Le Journal du dimanche*, 3 mars 2022.

droite (le « grand remplacement »). Éric Zemmour est allé tellement loin dans les propositions radicales que, par contraste, écrivions-nous, les propositions de Marine Le Pen paraissent modérées. Or, elles ne le sont pas. Dans les semaines qui nous séparent du deuxième tour, il faut œuvrer à refermer cette fenêtre d'Overton, pour faire cesser l'indifférence vis-à-vis du programme de Marine Le Pen – par exemple, en expliquant combien l'idée de « préférence nationale », son projet de référendum sur l'immigration ou l'interdiction du voile dans la sphère publique sont des ferment de division. Loin de rassembler, ils fracturent et contredisent notre idéal républicain.

Mener la bataille de l'émotion

Si Marine Le Pen s'est construite en « entrepreneure de l'émotion », il faut lui dénier sa prétention à être la seule à comprendre réellement ce que vivent et ressentent les Français. Pour ne pas laisser à l'extrême droite le monopole de la lecture émotionnelle de la société, il faut mener la bataille de l'émotion – c'est-à-dire entrer en résonance avec le ressenti émotionnel des Français, en se faisant le porte-voix de leurs colères, de leurs angoisses, de leurs espoirs. Sur les macro-préoccupations des Français, bien sûr, mais aussi sur sujets en apparence plus anodins, mais qui cristallisent les émotions, positives comme émoticives. En particulier, puisque nous évoluons dans un « régime iconopolitique du pouvoir¹ », ce sont bien

souvent quelques images marquantes qui peuvent faire basculer un vote, dans le secret de l'isoloir. De ce fait, il faut produire ce que nous pourrions appeler des « images émotionnelles », c'est-à-dire des images qui restent imprégnées dans les têtes tant leur charge émotionnelle est puissante.

Contre-politique du cocooning : rendre l'extrême droite non pas infréquentable, mais inconfortable

Si diaboliser ne fonctionne plus, des marges de manœuvre existent pour attaquer l'extrême droite, en rendant l'idée de sa victoire inconfortable. Inconfortable moralement, d'abord. Si beaucoup d'électeurs de Marine Le Pen préfèrent éviter la radicalité d'Éric Zemmour, en réalité ce sont deux faces d'une même pièce. Imagine-t-on un gouvernement Le Pen... sans zemmouristes ? Politiquement, elle serait en cas de victoire obligée de leur faire beaucoup de place... voire de confier à Éric Zemmour Matignon. Inconfortable matériellement, ensuite. Puisque le citoyen se comporte de plus en plus en consommateur, adressons-nous au consommateur en le projetant dans une France qui basculerait à l'extrême droite. L'idée est de montrer les effets concrets, dans la vie quotidienne, du programme porté par Marine Le Pen : au-delà de sa rhétorique du rassemblement, en réalité ses mesures ruinerait l'aspiration majoritaire à la tranquillité et au confort.

1. Frédéric Bisson, « Zelensky, héros iconopolitique », AOC Media, 8 mars 2022.

Annexes

Covid-19 : « La durée de cette crise agit comme une machine à fracturer le pays »

— Gilles Finchelstein

— Julien Vaulpré

(*Le Figaro*, 23 avril 2021, extraits)

Selon les sondages, les Français ne veulent pas d'un duel Macron-Le Pen au second tour. Pourtant aucune alternative ne semble se dessiner !

G. F. - On a aujourd'hui le sentiment d'une inéluctabilité de ce second tour. Il faut pourtant prendre au sérieux le refus des Français d'une réédition du second tour de 2017. Nous avions eu la même chose en 2016. Les Français ne voulaient pas d'une réédition du second tour opposant François Hollande et Nicolas Sarkozy. Et Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à se qualifier pour le second tour de la primaire, et François Hollande n'a pas pu même être en situation de se présenter. Aucun des sondages réalisés depuis quarante ans à un an de l'élection présidentielle n'a jamais donné le nom des finalistes. Dans cette démocratie à l'état gazeux, la mobilité électorale est devenue la norme : 65 % des Français ont changé au moins une fois d'intention de vote ou de voter dans les cent jours de la campagne de 2017 ! Le seul principe qui domine, un an avant, c'est l'incertitude.

J. V. - Emmanuel Macron et Marine Le Pen suscitent un rejet mais pour des raisons différentes. Le président est irritant mais continue à susciter l'estime des Français. Marine Le Pen vient de l'extrême droite et la banalisation a ses limites. Quand il y a un rejet,

l'opinion cherche une alternative. Des alternatives essayent d'entrer en scène : Xavier Bertrand, Édouard Philippe, de manière différente. Par ailleurs, les sociétés occidentales sont de plus en plus confrontées à la difficulté de produire un personnel politique digne de ce nom. On a de plus en plus le choix entre des starlettes narcissiques et des gens très médiocres qui n'en reviennent pas d'être arrivés là où ils sont et qui disent qu'ils peuvent aller encore un peu plus haut.

Existe-t-il toujours un plafond de verre pour Marine Le Pen ?

G. F. - Le plafond de verre a été remplacé par un plafond de carton. En 2016, j'avais pris mon risque en écrivant que l'élection de Marine Le Pen était impossible. En 2022, je dirais qu'elle est devenue seulement improbable. C'est une grosse différence. Marine Le Pen continue d'être rejetée dans des proportions équivalentes. Elle continue d'être cataloguée à l'extrême droite par plus de 70 % des Français. En résumé, les Français ne veulent pas l'élire à la présidence de la République. Mais elle peut être élue par inadvertance, par désintérêt de la population pour la politique et pour l'élection, et aussi parce que la frontière du front républicain prend l'eau de partout.

D'un côté, il y a eu une dédramatisation du Rassemblement national. Ça tient au fait que Marine Le Pen a changé de ton et de stratégie mais aussi au regard qui est porté sur elle : Gérald Darmanin a commis, je le crains, une faute majeure en fustigeant sa prétendue « mollesse ». D'un autre côté, dans le champ républicain, c'est l'hystérisation qui domine. Une par-

tie de la gauche trace une équivalence, fausse, entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen ; une partie de la majorité use et abuse envers la gauche et les écologistes de disqualification en fascisme, en anti-République et en anti-France. Tout cela est irresponsable. Si le fascisme est partout, le fascisme n'est plus nulle part. Et, alors, tout devient possible.

2022 : évaluation du risque Le Pen

– Antoine Bristielle

– Tristan Guerra

– Max-Valentin Robert

(Note de la Fondation Jean-Jaurès parue le 21 avril 2021)

Le 17 mars dernier, un sondage Ifop pour l'hebdomadaire *Marianne* a fait l'effet d'une bombe. Alors que le scénario d'un nouveau duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron au second tour semble à l'heure actuelle l'hypothèse la plus probable, le premier ne l'emporterait que d'une très courte tête (53 %) quand, quatre ans plus tôt, les deux tiers des électeurs s'étaient exprimés en sa faveur.

Ainsi, le plafond de verre que les commentateurs évoquent régulièrement semble reculer de plus en plus, au point que la victoire de Marine Le Pen en 2022 devient un sujet d'inquiétude. Le Premier ministre est même monté au créneau, estimant être très « inquiet » face à cette possibilité, et fustigeant tous ceux qui au second tour refuseraient de faire barrage au Rassemblement national.

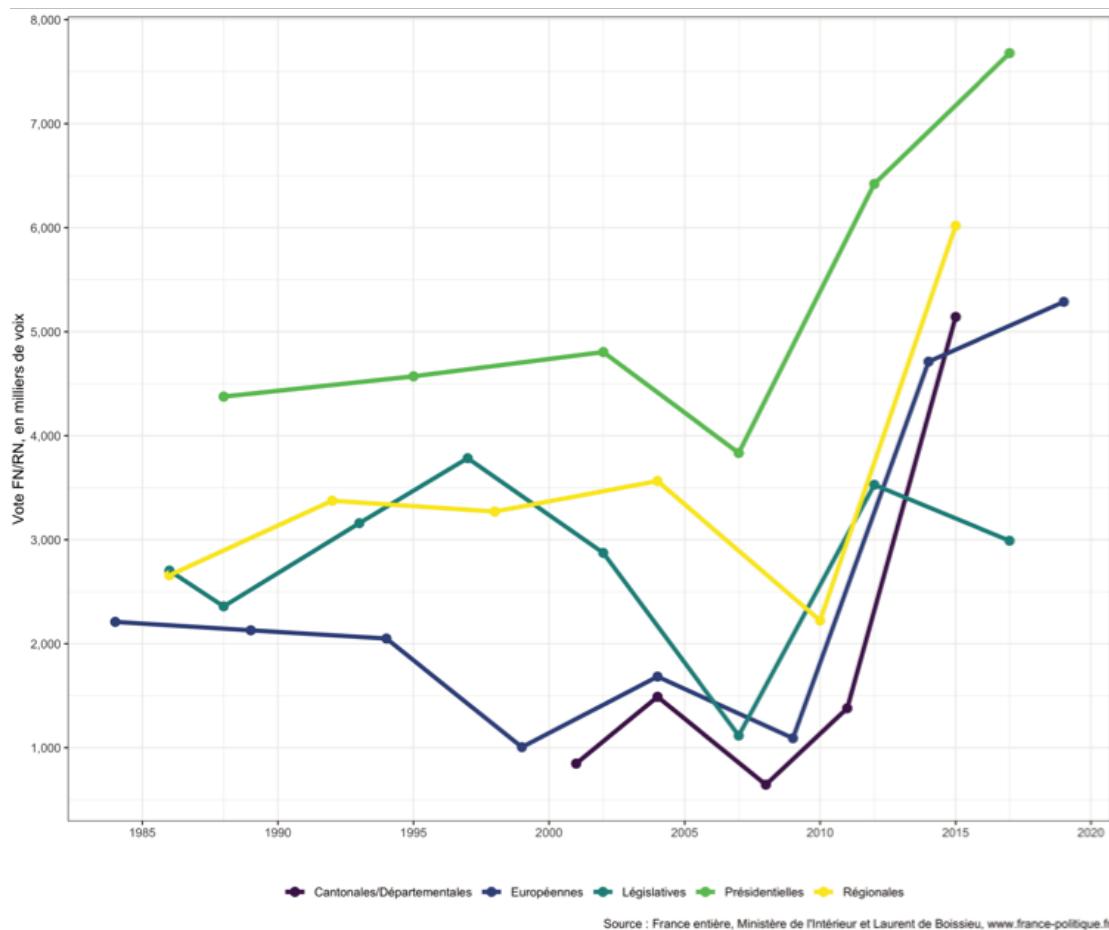
Si l'on en croit ces intentions de vote, au premier tour, Marine Le Pen posséderait indéniablement l'électorat le plus stable : 89 % des électeurs ayant voté pour elle au premier tour de la présidentielle de 2017 déclarent qu'ils feront de même en 2022. À titre d'exemple, ce n'est le cas que de 71 % des électeurs d'Emmanuel Macron. Plus encore, lorsque l'on regarde l'évolution des scores du Rassemblement national lors des différentes élections, la dynamique est implacable depuis le début des années 2010. Comme on le constate sur le graphique 1, lors de la dernière décennie le nombre de personnes votant FN/RN a considérablement augmenté, quel que soit le type de scrutin pris en compte.

Néanmoins, voir Marine Le Pen gagner au second tour d'une élection présidentielle nécessiterait que le

front républicain, consistant à « faire barrage » au Rassemblement national, ne fonctionne plus.

Il est vrai qu'à ce niveau un véritable infléchissement a été constaté au cours des deux dernières décennies. Face à l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour le 21 avril 2002, le président sortant Jacques Chirac mobilisa une rhétorique inscrite dans la stratégie du « cordon sanitaire ». Le candidat du RPR associa alors explicitement le parti lepéniste à une menace pour la pérennité de la démocratie française, comme en témoignent ses déclarations prononcées après l'annonce des résultats : « Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est notre cohésion nationale, ce sont les valeurs de la République auxquelles tous les Français sont profondément attachés. Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est l'idée même que nous nous faisons de l'homme, de ses droits, de sa dignité. [...] Si, dans le cadre d'une élection, le rejet et le mécontentement peuvent s'exprimer, ils ne sauraient fonder une véritable politique pour la France [...]. J'appelle toutes les Françaises et tous les Français à se rassembler, pour défendre les droits de l'homme, pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République, pour restaurer l'autorité de l'État. Ce rassemblement est possible, et il est nécessaire. » En plus d'appeler à un « sursaut démocratique » et de déclarer que l'élection présidentielle ne devait pas être « confisquée par l'obscurantisme, la haine, le mépris », Jacques Chirac alla jusqu'à refuser de débattre avec Jean-Marie Le Pen dans l'entre-deux-tours : « Face à l'intolérance et à la haine, il n'y a pas de transaction possible, pas de compromission possible, pas de débat possible. » Cette élection inédite

Graphique 1. Évolution du vote pour le Front national / Rassemblement national lors de différentes élections



se conclut d'ailleurs par une écrasante victoire du président sortant (82,2 %).

Or, depuis la présidence Sarkozy, nous pouvons constater une érosion de la logique du « cordon sanitaire » dans le discours porté par la droite parlementaire. Ainsi, durant la campagne pour l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2012, le président sortant jugea Marine Le Pen « compatible avec la République ». Puis, le 3 février 2015, le bureau politique de l'UMP acta définitivement la stratégie du « ni-ni » (« ni front républicain ni Front national ») à l'occasion d'une législative partielle dans le Doubs qui opposait au second tour un candidat Parti socialiste à un candidat Front national. Si les forces de gauche ont maintenu plus longtemps une logique oppositionnelle stricte par rapport au Front national,

ce n'est pas le cas de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon ne se prononça pas directement pour un vote contre Marine Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle de 2017, mais organisa une consultation interne à La France insoumise, qui donna elle-même des résultats contrastés (36,1 % prônant un vote blanc ou nul, 34,8 % se prononçant pour un vote en faveur d'Emmanuel Macron et 29 % défendant l'abstention).

Il est donc indéniable que le Front républicain se morcelle depuis plusieurs années maintenant et que le vote « contre » Marine Le Pen ne soit plus aussi automatique qu'il le fut autrefois. Néanmoins, si la dirigeante du Rassemblement national est présentée à l'heure actuelle comme favorite pour arriver en tête au premier tour en 2022, la voir gagner le second tour

nécessiterait soit qu'elle augmente sensiblement son nombre de voix entre le premier et le second tour en disposant ainsi de réserves de voix dans d'autres parties de l'électorat, soit que son adversaire ne soit pas en position d'accroître sensiblement son score du premier tour. C'est exactement ce qui ne s'était pas produit en 2017, Marine Le Pen ayant augmenté de seulement trois millions son nombre de voix entre le premier et le second tour, quand Emmanuel Macron l'augmentait, lui, de plus de douze millions.

Marine Le Pen dispose-t-elle de réserves de voix supplémentaires au second tour ? Emmanuel Macron, président sortant, est-il encore en mesure de générer un front républicain contre la candidate du Rassemblement national comme ce fut le cas en 2017 ?

Plus explicitement, il faudrait qu'au moins une de ces conditions se réalise pour que Marine Le Pen soit élue présidente de la République en 2022 :

- que l'électorat de droite modérée se reporte massivement sur elle ;
- qu'elle soit suffisamment « dédiabolisée » pour pousser les électeurs des candidats éliminés du premier tour vers l'abstention ;
- qu'Emmanuel Macron soit devenu un repoussoir similaire à Marine Le Pen hors de son propre camp.

Ces conditions sont-elles envisageables ? Le risque Le Pen est-il bien réel ?

Un rapprochement significatif entre le Rassemblement national et la droite modérée

Récemment, beaucoup a été dit et écrit sur la supposée tentation d'une partie substantielle de l'électorat de gauche de se reporter sur Marine Le Pen au second tour. Or, force est de constater que cette crainte ne résiste pas à l'examen des données : seuls 10 % de l'électorat d'Anne Hidalgo et 15 % de l'électorat de Yannick Jadot déclarent à l'heure actuelle envisager de se reporter sur la candidate Rassemblement national au second tour. Si la situation est quelque peu différente au sein de l'électorat « insou-

mis » où 28% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon déclarent vouloir voter pour Marine Le Pen au second tour en cas de duel contre Emmanuel Macron, le risque d'une « grande convergence des extrêmes » est assez restreint, tant les positions de ces deux formations sont profondément différentes, notamment sur les questions culturelles.

Si des réserves de voix existent au second tour pour Marine Le Pen, il faut au contraire les rechercher du côté des électeurs des formations politiques spatialement les plus proches du Rassemblement national sur le spectre partisan, soit en l'occurrence ceux des Républicains. Le comportement des électeurs Les Républicains au second tour sera déterminant, tant leur positionnement entre La République en marche et le Rassemblement national en fait une clé de la prochaine élection. Les voir basculer au second tour plutôt vers le Rassemblement national nécessiterait qu'une forte convergence se soit créée entre le positionnement de leur parti et celui de Marine le Pen. Cela est-il le cas ?

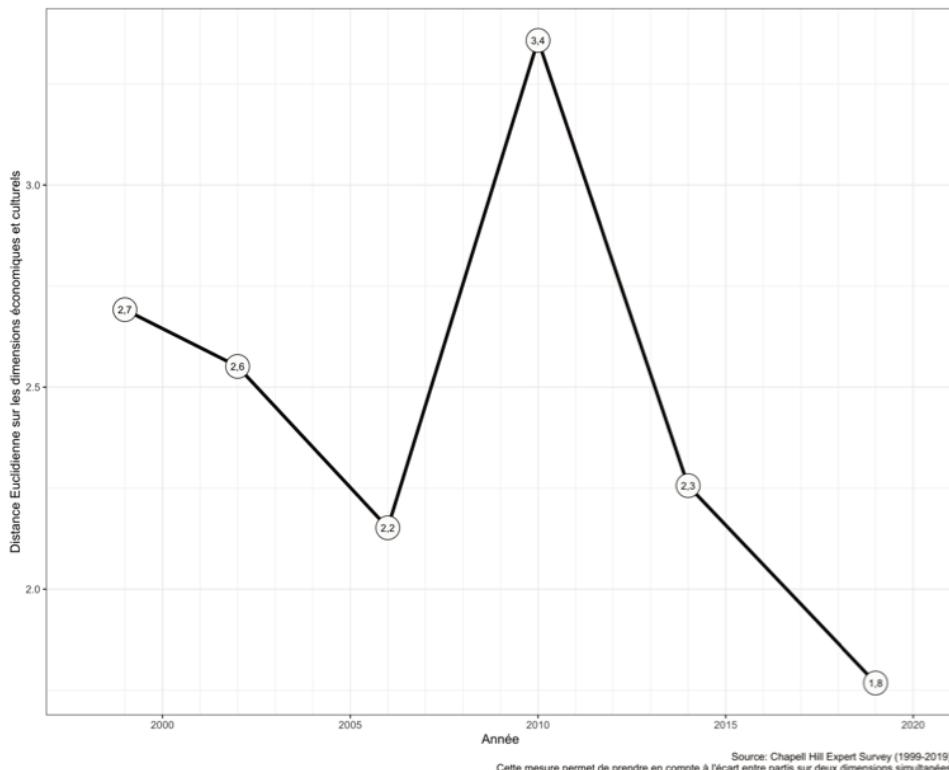
Une convergence programmatique indéniable

Le but est ici de saisir l'évolution de la proximité idéologique entre ces deux plateformes partisanes : les deux partis principaux de la droite sont-ils de plus en plus similaires – comme on l'entend souvent parmi les commentateurs – ou bien se distinguent-ils de plus en plus l'un de l'autre ?

Afin de décrire l'évolution idéologique des partis au cours de ces dernières années, nous utilisons les données longitudinales du Chapell Hill Expert Survey qui compare le positionnement des partis politiques français de 1999 à 2019 sur les principales dimensions de compétition politique (positions sur les enjeux économiques, positions d'ouverture/fermeture liées au libéralisme culturel et à l'immigration, positions sur l'intégration européenne, etc.).

Lorsque l'on analyse simultanément les positions sur les enjeux économiques et culturels (position dite GAL-TAN), l'écart idéologique entre droite de gou-

Graphique 2. Distance entre UMP/LR et FN/RN sur les positions économiques et culturelles



vernement et droite radicale n'a jamais été aussi ténu qu'il ne l'est aujourd'hui. Au fil de la dernière décennie, on a donc bien eu affaire à un rapprochement entre ces deux familles de la droite.

Un léger rapprochement des électorats

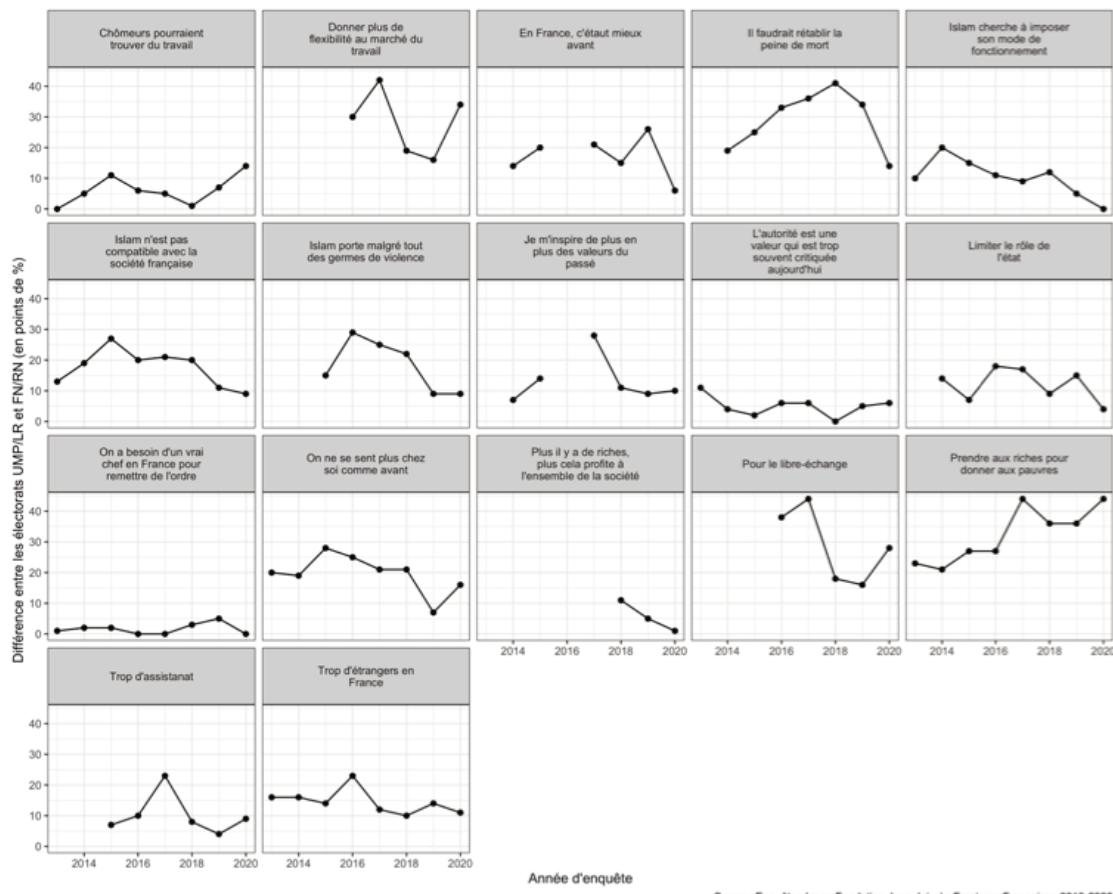
Pour autant, cette convergence qui s'observe indéniablement au niveau du positionnement partisan se retrouve-t-elle également au niveau de l'électorat ? L'idée d'une porosité de plus en plus importante entre les électratos de la droite modérée et de la droite radicale – maintes fois reprise chez les commentateurs et les analystes politiques français – se constate-t-elle réellement ?

Un moyen simple pour répondre à cette question est d'observer la distance qui existe entre les sympathi-

sants de Les Républicains et du Rassemblement national sur un nombre important d'enjeux politiques qui sont à même d'expliquer les différences de valeurs fondamentales entre ces deux groupes. Une des manières de le faire consiste à agréger les sous-totaux des réponses à différentes questions relatives aux attitudes politiques et d'observer le nombre de points de pourcentage qu'il subsiste entre les électeurs proches de Les Républicains et ceux proches du Rassemblement national. Il devient alors possible de comparer dans le temps l'évolution de cette distance idéologique. Dans la suite de cette section, nous utilisons les données de la précieuse enquête « Fractures françaises » conduite par la Fondation Jean-Jaurès. Cette enquête interroge annuellement depuis presque dix ans les Français sur un ensemble de questions politiques récurrentes.

Lorsque l'on entreprend de visualiser l'évolution de la distance entre les électratos de droite modérée et de droite radicale suivant les dimensions économiques ou culturelles, on peut observer qu'elles ne suivent pas la même trajectoire (voir graphique 3).

Graphique 3. Distance entre électorats Les Républicains et Rassemblement national sur une série d'enjeux et de valeurs politiques



La distance entre électorats Les Républicains et Rassemblement national varie largement selon que l'on s'intéresse aux enjeux culturels ou aux enjeux économiques. Sur la première dimension, on observe, en effet, un vrai rapprochement, traduisant désormais une proximité réelle entre les deux groupes. La distance entre les sympathisants des Républicains et ceux du Rassemblement national s'est largement réduite sur toutes les questions liées à l'islam, mais également sur celles liées à l'autoritarisme. Il n'y a ainsi quasiment aucun écart sur les problématiques liées à l'autorité, notamment sur l'aspiration à un pouvoir vertical, 97 % des proches des Républicains et du Rassemblement national étant d'accord pour dire « qu'on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ». On peut observer une tendance inquiétante sur la position quant au rétablissement de la peine de mort, qui séparent manifestement davant-

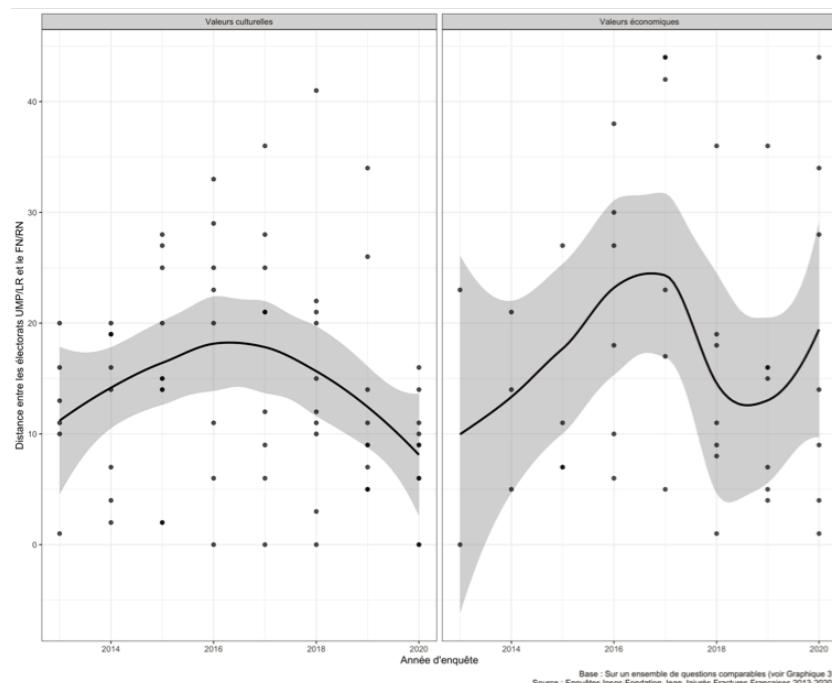
age les électratos Les Républicains et Rassemblement national jusqu'à une date récente. Désormais, 71 % des sympathisants des Républicains et 85 % de ceux du Rassemblement national sont en faveur du rétablissement de la peine capitale.

Si l'on se concentre sur la dimension économique, la situation est bien plus complexe. Sur les questions liées au libéralisme économique, l'électrorat Les Républicains se révèle bien plus libéral que l'électrorat Rassemblement national : les enjeux de flexibilisation du marché du travail, de libre échange ou de niveaux de redistribution font ainsi état de différences majeures entre les sympathisants de ces deux partis. Dorénavant, 73 % des proches des Républicains défendent plus de flexibilité sur le marché du travail, soit près de 30 points de plus que ce que l'on observe chez ceux du Rassemblement national (39 %). On peut néanmoins assister à une convergence assez

forte sur le thème de l'assistanat entre les deux électorats : les sympathisants de Les Républicains (82 %) et du Rassemblement national (73 %) s'accordent tous deux à penser qu'il existe trop d'assistanat en France. Ce rapprochement est largement dû à l'évolution « produceuriste » du discours du Rassemblement national, représentant le peuple vertueux des travailleurs sous le coup d'une double menace venant

« par le haut », où des élites corrompues s'approprient les richesses créées, mais également « par le bas », par des « parasites » et des « profiteurs » venant rogner les aides sociales. Une conclusion similaire se donne à voir lorsque l'on regroupe les différents enjeux économiques, d'une part, et les différents enjeux culturels, d'autre part (graphique 4).

Graphique 4. Évolution de la distance entre les électorats UMP/LR et FN/RN par domaine de valeurs



Sur les enjeux culturels et l'immigration, on aboutit à une courbe en U inversée. La distance entre les électorats Les Républicains et Rassemblement national semble s'être accrue après 2015. Après les attentats (et le recours du pouvoir socialiste à un discours non stigmatisant envers les musulmans) et avec la présidentielle de 2017 où les candidats de droite ont mobilisé les enjeux économiques contre François Hollande, il n'y a pas eu de radicalisation de l'électorat Les Républicains sur les enjeux culturels. Au contraire, avec le siphonage d'une partie de l'électorat Les Républicains par Emmanuel Macron, l'électorat Les Républicains restant est moins centriste, ce qui se traduit par une plus forte porosité avec les positions de l'électorat Rassemblement national.

Cette plus grande convergence entre les électorats de droite radicale et de droite modérée se constate également lorsque l'on étudie les données fournies par le sondage « Jour du vote » réalisé par l'Ifop après les élections européennes de mai 2019 : la « lutte contre le terrorisme » et « la lutte contre l'immigration clandestine » sont mentionnées dans des proportions similaires par les électorats des Républicains et du Rassemblement national en tant qu'élément « déterminant » dans leur choix électoral (respectivement 80% et 81% dans le premier cas, 77 % et 88 % dans le second). A contrario, sur les enjeux économiques, réputés plus composites, aucune tendance claire ne se dégage. On n'observe donc pas de convergence de ces deux électorats sur ces questions.

Première conclusion partielle : au niveau programmatique, le rapprochement entre le Rassemblement national et Les Républicains est indéniable, laissant envisager des passerelles importantes entre les deux formations lors d'un second tour. Néanmoins, à l'heure actuelle, cette convergence programmatique ne se traduit qu'imparfaitement au niveau des électorats. Si un rapprochement s'est opéré sur les questions culturelles, cela est encore loin d'être le cas sur les enjeux économiques qui restent au cœur du vote de droite.

Un parti qui se « dédiabolise » de manière significative

La tentation mariniste de « dédiabolisation »

Centrale dans la gestion de la question frontiste et dans la logique de « cordon sanitaire », la « diabolisation » consistait à placer sur le Front national un stigmate moral en rappelant ce parti à son histoire et notamment à la problématique du fascisme. Non, les partis d'extrême droite ne sont pas des partis « comme les autres » et, dans ces conditions, il était considéré comme normal de faire bloc contre ce courant idéologique et contre le parti qui en était l'émanation. Comme le montrent différentes recherches en science politique, lorsqu'un parti d'extrême droite n'est pas encore bien implanté au sein du champ politique, le « diaboliser » fonctionne extrêmement bien et s'avère apparemment efficace pour le maintenir à un faible niveau dans les urnes. Dans une optique de conquête du pouvoir, le Front national se devait donc de se débarrasser de ce stigmate qui lui était attaché, et aspirait donc à se « dédiaboliser ».

Bien avant le déploiement de la stratégie mariniste de « dédiabolisation », la problématique de la respectabilisation et de la dissimulation de sa radicalité s'est constamment manifestée au sein du Front national, et ce dès sa création en 1972. Fondé avec le soutien de l'organisation Ordre nouveau, le choix de se doter de l'ancien député poujadiste Jean-Marie Le Pen comme figure de proue illustre la volonté du Front

national naissant de se départir d'un néofascisme trop « visible ». Cette option stratégique visait à conquérir un électoral plus large que les seules ornières de l'extrême droite antiparlementaire, centrées notamment autour du ressentiment antigaulliste des rapatriés d'Algérie et de l'activisme anti-communiste. Bien plus tard, la campagne de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 2007 put être interprétée comme une sorte d'amorce de la stratégie de « dédiabolisation », que portera sa fille ultérieurement. En comparaison de ses précédentes campagnes présidentielles, celle de 2007 fut marquée par un plus grand recours au référentiel républicain de la part du leader frontiste. La campagne lepéniste de 2007 fut aussi caractérisée par des tentatives ambivalentes de séduction de l'électorat d'origine immigrée. Suscitant à cette occasion une vive polémique en interne, le Front national présenta en décembre 2006 une affiche sur laquelle était représentée une jeune femme métisse pointant le pouce vers le bas, à côté du slogan : « Nationalité, assimilation, ascenseur social, laïcité : droite/gauche, ils ont tout cassé ! ». En outre, le 6 avril 2007, Jean-Marie Le Pen se rendit à la dalle d'Argenteuil et se livra à une rude charge contre le candidat de l'UMP et ex-ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy : « Si certains veulent vous karchérer ou vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Vous êtes les branches de l'arbre France, vous êtes des Français à part entière. Il n'y a pas de beuritude, pour moi vous n'êtes ni des potes, ni des Blacks, ni des Beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France faisant partie de notre République. Vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent d'appliquer la préférence nationale... Vous devez contribuer au redressement de la République par le travail, seul facteur de réussite sociale et économique. »

Les 15 et 16 janvier 2011 eurent lieu à Tours le XIV^e congrès du Front national, qui consacra l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti. Celle-ci fut élue, suite à un vote interne (17 127 adhérents du Front national prirent part au vote, sur un total de 22 403 membres), par 67,65 % des militants face à son rival Bruno Gollnisch (32,35 %). Ce résultat consacrait la défaite des tenants d'une ligne plus radicale, les principaux journaux d'extrême droite

(*Rivarol, Minute et Présent*) ayant fait campagne pour Bruno Gollnisch. Suite à son élection, Marine Le Pen mena donc une entreprise de déradicalisation discursive au sein du Front national – une stratégie qui sera popularisée dans le champ médiatique sous le nom de « dédiabolisation ». Cette dernière visait à adoucir la rhétorique du parti dans une optique de respectabilisation auprès d'un électoral plus modéré, ce qui impliquait le renvoi des éléments internes les plus prompts aux « dérapages » racistes, les plus enclins aux propos extrémistes. Parmi les figures émergentes du Front national mariniste, l'un des cadres du parti exerça un rôle central dans la mise en place de cette stratégie : Louis Aliot. Ainsi, en avril 2011, dix-sept militants furent convoqués par les instances disciplinaires du Front national, et treize d'entre eux furent sanctionnés par une exclusion définitive du parti mariniste. De même, le 3 décembre 2013, Anne-Sophie Leclerc – ex-candidate à la mairie de Rethel (Ardennes) – fut exclue après avoir assimilé Christiane Taubira (alors ministre de la Justice) à un singe. Parmi les figures les plus radicales du parti ayant été expurgées par la nouvelle direction, les cas d'Yvan Benedetti et d'Alexandre Gabriac furent les plus médiatisés : le premier (ex-bras droit de Bruno Gollnisch) fut exclu en juillet 2011 après s'être auto-défini dans une interview comme « antisémite, antisioniste et anti-juifs », tandis que le second le fut en avril après la divulgation d'une photo qui le montrait effectuant le salut nazi.

En effet, la pomme de discorde ayant suscité le plus de remous au sein du Front national – et ayant le plus mis en difficulté l'entreprise mariniste de « dédiabolisation » – fut la problématique de l'antisémitisme et du négationnisme. Cette distanciation des nouveaux cadres du parti avec l'ancien logiciel antisémite se manifesta notamment en 2014, en réaction au désir exprimé par Jean-Marie Le Pen de réaliser « une fournée » d'artistes opposants au Front national : Louis Aliot déplora « une mauvaise phrase de plus » et évoqua un acte « stupide politiquement et consternant », tandis que Gilbert Collard dénonça une déclaration « inacceptable, intolérable » faisant « du mal au Rassemblement bleu Marine, [...] du mal au Front national ».

Une autre figure du Front national joua un rôle central dans la poursuite de la stratégie de « dédiabolisation » menée par la direction mariniste : Florian Philippot. Membre du parti depuis octobre 2011, la rhétorique portée (et prônée) par l'ex-énarque se singularisait par l'expression d'une ligne moins droitière sur les enjeux culturels. Si Florian Philippot fut l'un des artisans de cette entreprise de déradicalisation programmatique sur les thématiques morales et identitaires, l'on constate à l'inverse (sous son impulsion) un certain raidissement de l'approche frontiste des enjeux européens. Dans cette perspective générale, l'accession de Marine Le Pen à la tête du Front national et l'affirmation interne du courant philippiste consacrèrent un surcroît de radicalité sur les enjeux européens, Florian Philippot n'hésitant pas à soutenir explicitement « une fin concertée de l'euro » dès 2012. La nouvelle présidente du Front national ira même jusqu'à affirmer en 2011 « c'est ou l'euro ou la politique sociale ». Or, si l'« adoucissement » relatif du discours frontiste sur les thématiques identitaires a pu contribuer à rassurer une partie de l'électoral issu de la droite modérée, l'accentuation de sa ligne anti-euro sous Florian Philippot a certainement alimenté l'image d'amateurisme économique du Front national auprès de cette fraction de l'opinion publique.

Pour autant, le Rassemblement national fait-il face à un plafond de verre nécessairement imbrisable ? La récente adoption par Matteo Salvini d'une approche plus modérée sur l'euro et l'Union européenne pourrait inspirer ses homologues transalpins. En effet, suite à son entrevue avec Mario Draghi le 6 février dernier (en vue de la constitution d'une coalition gouvernementale incluant la Ligue), le leader populiste déclara : « Nous avons les mains, les pieds, le cœur et le cerveau en Europe, mais naturellement je veux une Europe qui défende les entreprises et l'agriculture italiennes ». Soutenant que l'ex-président de la BCE peut permettre à l'Italie de « rester en Europe la tête haute », Matteo Salvini alla même jusqu'à se présenter comme un gestionnaire en revendiquant une approche désidéologisée et consensuelle : « Je laisse aux autres les étiquettes : fasciste, communiste, européen. Moi je suis quelqu'un de pragmatique et concret. Si, avec le professeur Draghi, on peut parler de baisse des taxes pour les personnes et les entreprises, j'en suis ». Une évolution spectaculaire pour le dirigeant de la Ligue qui, il y a encore un an, flétrissait la gestion de la crise sanitaire par l'UE en qualifiant cette dernière de « nid de serpents et de

chacals ». Rappelons qu'en 2014, Matteo Salvini lança un « *Basta euro* (L'euro, ça suffit) tour » à l'occasion de la campagne pour les élections européennes et municipales. De même, après la victoire du Brexit, le leader nationaliste s'était prononcé pour un référendum sur l'appartenance de l'Italie à l'euro-zone. Cette hostilité à l'euro rejaillit en 2019, suite à l'annonce par le gouvernement de coalition Ligue/M5S de l'émission de « minibots » en vue de constituer une monnaie parallèle à l'euro.

Une distanciation aussi radicale d'avec son ancien logiciel souverainiste s'explique par la stratégie d'union des droites poursuivie par le chef de la Ligue : face à un Silvio Berlusconi vieillissant et discrédiété, Matteo Salvini entend certainement se présenter comme le « nouveau visage » de la droite. L'atténuation de son discours eurosceptique peut donc être interprétée comme une entreprise de séduction vis-à-vis des électeurs traditionnels de Forza Italia. D'ailleurs, le Rassemblement national semble vouloir désormais s'orienter vers une ligne de ce type, notamment depuis le départ de Florian Philippot : par exemple, durant la campagne pour les européennes de 2019, Jordan Bardella (tête de liste Rassemblement natio-

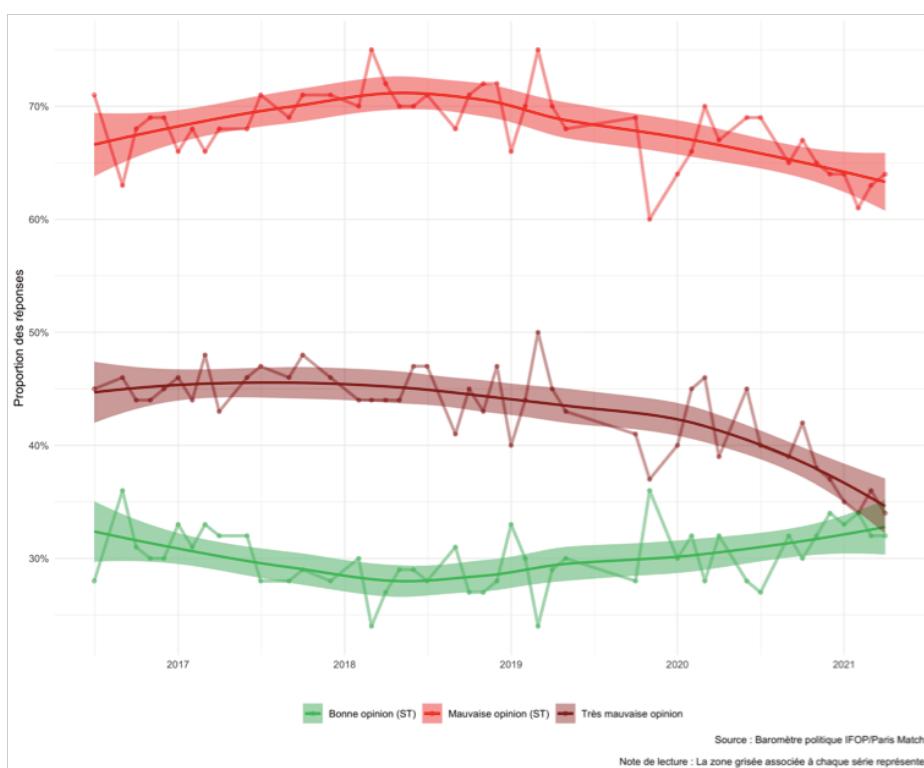
nal) déclara qu'« il n'est plus question de sortir de l'euro ». Si le Rassemblement national persiste dans l'atténuation de son discours sur les questions européennes tout en ne reradicalisant pas sa rhétorique sur le plan identitaire, le parti lepéniste pourrait donc connaître une nouvelle progression dans les urnes.

Une stratégie qui porte ses fruits au sein de l'opinion publique

Comme nous l'avons constaté précédemment, le FN/RN a largement tenté de se dédiaboliser, en particulier depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête. Pour autant, est-ce que cette stratégie s'est avérée payante ? Est-ce que le stigmate « Rassemblement national » a disparu au sein de la société française ?

Pour répondre à cette question nous nous concentrerons tout d'abord sur l'opinion des Français concernant Marine Le Pen.

Graphique 5. Évolution de l'opinion des Français concernant Marine Le Pen



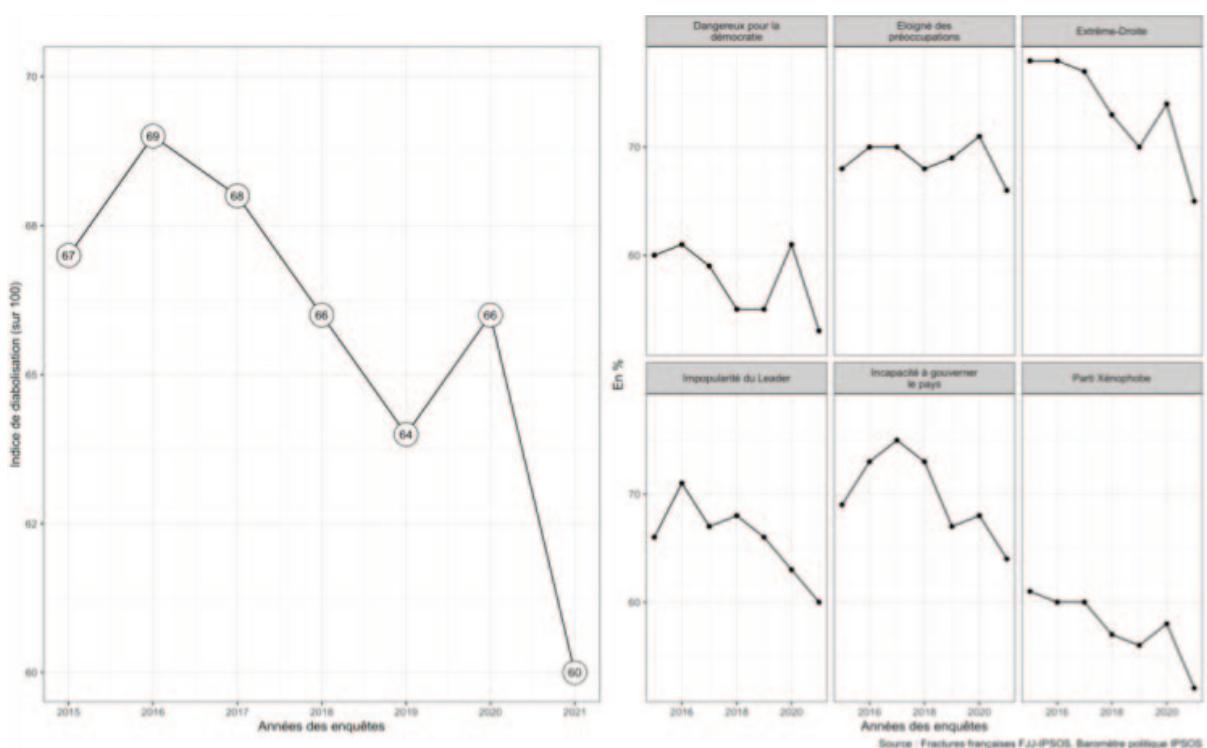
Comme nous pouvons le constater sur le graphique 5, une tendance inquiétante s'opère depuis 2018. En effet, le pourcentage de Français ayant une mauvaise opinion de Marine Le Pen a assez largement baissé, quand dans le même temps beaucoup plus de nos compatriotes déclarent avoir une bonne opinion de la candidate d'extrême droite. Mais l'aspect le plus inquiétant de ce phénomène s'observe au niveau des personnes déclarant avoir une « très mauvaise opinion » de Marine Le Pen, celles finalement qui continuent d'appliquer un stigmate à sa personne. En mars 2019, 50 % des Français déclaraient avoir une très mauvaise opinion de Marine Le Pen. Ils ne sont plus que 34 % aujourd'hui, soit le plus faible niveau atteint par la candidate. À titre de comparaison, en avril 2016, soit un an avant la présidentielle de 2017, les Français étaient 11 points de plus qu'aujourd'hui à avoir une très mauvaise opinion de Marine Le Pen, preuve que la dédiabolisation de son image est bien quelque chose de réel.

Mais l'image associée à la candidate du Rassemblement d'extrême droite n'est pas le seul aspect de la

problématique. Pour étudier la question de manière plus globale, nous créons un « indice de diabolisation » du FN/RN depuis 2015 grâce aux données de l'institut Ipsos. Celui-ci permet de mesurer dans le temps long le rejet de l'opinion publique envers le Front national/Rassemblement national, ses leaders et ses idées. L'indice est constitué à partir de six composantes qui permettent ainsi d'agréger différentes dimensions de perception du RN dans l'opinion : la proximité (le fait que le RN apparaisse proche de ses préoccupations), la gouvernabilité (être capable de gouverner le pays), la radicalité (être considéré d'extrême droite), le danger (être considéré comme dangereux pour la démocratie), le stigmate raciste (être considéré un parti xénophobe) et la figure repoussoir du leader (la popularité de Marine Le Pen).

La lecture de l'indice est simple : plus l'indice est fort, plus le FN/RN et ses représentants sont rejettés dans l'électorat. Plus l'indice est faible, plus le parti, son leader et son message sont acceptés dans la population.

Graphique 6. Indice de « diabolisation » du FN/RN et différentes composantes de l'indice



La « dédiabolisation » du FN/RN depuis 2016 au sein de l'opinion publique est un fait incontestable : notre indice de diabolisation a baissé de 9 points en l'espace de cinq ans. Il faut sans doute attribuer cette dédiabolisation à toute la stratégie de normalisation initiée par Marine Le Pen, laquelle a eu des conséquences manifestes dans l'électorat, comme en témoigne d'ailleurs l'élargissement considérable de sa base électorale depuis le FN moribond de la fin des années 2000. Si Le Rassemblement national demeure largement rejeté au sein de l'électorat, il faut néanmoins bel et bien considérer que jamais ce parti n'a été aussi dédiabolisé et la situation à ce niveau à un an de la présidentielle de 2022 n'a rien à voir avec ce qu'elle était en 2016, à un an de la précédente échéance présidentielle.

Seconde conclusion partielle : si le Rassemblement national pâtit aujourd'hui encore d'une image très négative, la dynamique n'incite pourtant pas à l'optimisme, tant la stratégie de dédiabolisation suivie par Marine Le Pen semble porter ses fruits. D'une part, l'indice de dédiabolisation a fortement baissé depuis le milieu des années 2010. D'autre part, l'image de Marine Le Pen auprès des Français s'est fortement lissée et le stigmate qui collait à la peau de la candidate du RN il y a encore quelques années n'est plus aussi présent aujourd'hui.

Le rejet d'Emmanuel Macron : la vraie force de Marine Le Pen ?

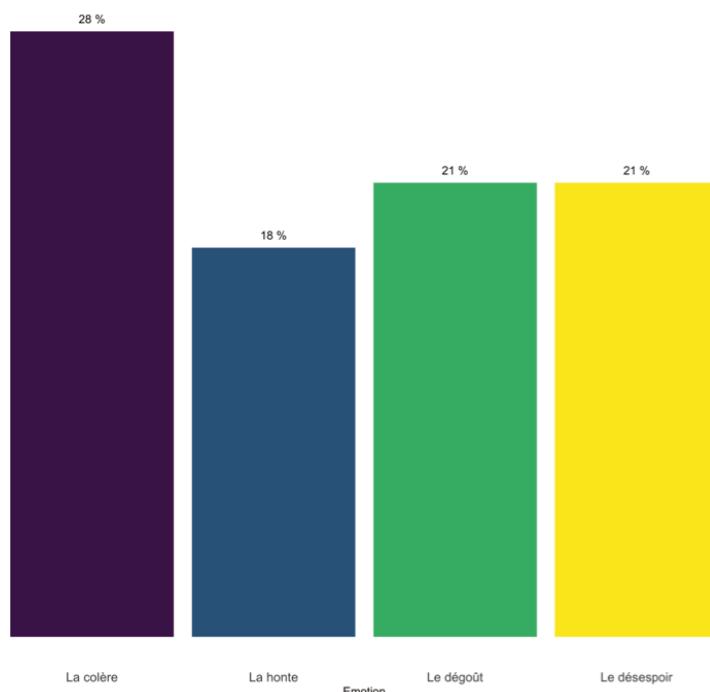
Et si la principale force de Marine Le Pen résidait avant tout dans la faiblesse de son opposant de second tour ? Comme nous l'avons souligné précédemment, malgré les efforts de la présidente du Rassemblement national pour se « dédiaboliser », il existe toujours un stigmate profond associé à ce parti, laissant penser qu'un report de voix massif vers Marine Le Pen au second tour est, à l'heure actuelle, assez improbable. Néanmoins, voir Marine Le Pen échouer au second tour nécessiterait en retour que son adversaire puisse rassembler en dehors de sa base électorale du premier tour.

C'est là où réside tout le paradoxe : si Emmanuel Macron est à l'heure actuelle en bonne position pour accéder au second tour, ne suscite-t-il pas un rejet trop important au sein de la population pour l'emporter face à Marine Le Pen ?

Le 4 mai 2017, dans une tribune au *Monde*, François Ruffin, futur député apparenté à La France insoumise, écrivait en ces termes au président Macron « Vous êtes haï par "les sans-droits, les oubliés, les sans-grade" que vous citez dans votre discours, singeant un peu Jean-Luc Mélenchon. Vous êtes haï, tant ils ressentent en vous, et à raison, l'élite arrogante. Vous êtes haï, vous êtes haï, vous êtes haï. Je vous le martèle parce que, avec votre cour, avec votre campagne, avec la bourgeoisie qui vous entoure, vous êtes frappé de surdité sociale. » Quelques mois plus tard, la crise des « gilets jaunes » marqua à son tour un fort rejet du président Macron au sein d'une partie substantielle de la population française.

Pour étudier plus en détail cette question, nous nous intéressons aux types d'émotions associées à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen au sein de différentes franges de l'électorat. Longtemps délaissées dans l'étude des phénomènes politiques, les émotions jouent pourtant un rôle considérable dans les comportements électoraux (comme en témoignent les travaux du Cevipof depuis quelques années). Plusieurs études menées sur les mobilisations collectives sont ainsi venues montrer à quel point les émotions étaient de puissants catalyseurs d'actions politiques collectives. L'évaluation d'un représentant politique est ainsi en premier lieu une évaluation affective, au sens premier du terme, et étudier les réactions émotionnelles associées à un responsable politique est donc de premier intérêt. Or, lorsque l'on demande à la population française ce qu'elle ressent en voyant ou en entendant Emmanuel Macron, les quatre émotions qui ressortent le plus sont toutes profondément négatives. C'est avant tout avec un sentiment de « colère » (28 %), de « désespoir » (21 %), de « dégoût » (21 %) et de « honte » (21 %) que les Français considèrent le plus Emmanuel Macron. Si le président en exercice bénéficie d'une cote de popularité assez importante à ce moment du quinquennat, surtout au regard de ces deux derniers prédécesseurs, il ne faut pas perdre de vue qu'il est également particulièrement détesté par une partie substantielle de l'électorat.

Graphique 7. Principales émotions ressenties par les Français à la vue ou à l'écoute d'Emmanuel Macron



Mais ce rejet que les Français expriment envers Emmanuel Macron est-il plus ou moins important que celui manifesté envers Marine Le Pen, figure constituant habituellement un repoussoir ultime ? Pour répondre à cette question, nous construisons un indice de réactions émotionnelles face aux deux responsables politiques, en comptabilisant les pourcentages d'émotions positives et d'émotions négatives associées à Marine Le Pen et à Emmanuel Macron au sein des différentes franges de l'électorat.

Comme nous le voyons sur le graphique 8, en dehors de leur base partisane, les jugements associés à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen sont très majoritairement négatifs. Il est, par ailleurs, frappant de constater que si les émotions négatives sont davantage associées à Marine Le Pen qu'à Emmanuel Macron au sein de l'électorat de gauche, c'est une situation inverse à laquelle on assiste au sein de l'électorat de droite. Les sympathisants des Républicains expriment plus d'émotions négatives envers Emmanuel Macron que vis-à-vis de Marine Le Pen. À coup sûr, ce rejet d'Emmanuel Macron, constaté au sein d'une large part de la population, handicaperait le président sortant en vue d'un second tour. En effet, cela ne manquera pas d'être exploité par ses

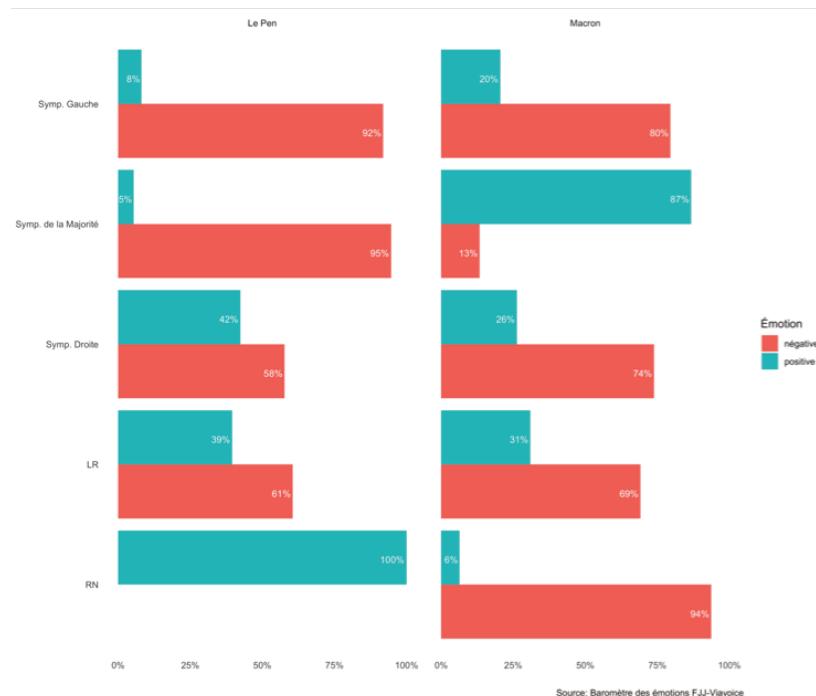
adversaires du premier tour, qui, s'ils ne possèdent pas la même assise électorale, ne sont également pas aussi détestés par le reste de la société.

Troisième conclusion partielle : c'est donc principalement là que le « risque Le Pen » se situe : si la candidate du Rassemblement national atteint un niveau de détestation particulièrement élevé au sein de la population française, c'est une situation similaire à laquelle est confronté l'actuel président de la République. Dans la perspective d'un match retour opposant à nouveau ces deux candidats au second tour de la présidentielle, il existe ainsi un risque non négligeable qu'une part importante des électeurs de candidats battus au premier tour s'absentient, tant leur détestation de la candidate Rassemblement national n'a d'égal que leur rejet de l'actuel président.

Conclusion générale

Au début de cette note, nous écrivions que Marine Le Pen avait une chance non négligeable de devenir présidente de la République en 2022 à condition

Graphique 8. Émotions positives et négatives associées à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen



qu'au moins une des trois conditions suivantes se réalise : qu'elle soit suffisamment « dédiabolisée » au sein de l'opinion publique, qu'une plus grande porosité avec les électeurs Les Républicains se manifeste, qu'Emmanuel Macron apparaisse comme un repoussoir au moins équivalent.

Or sur chacun de ces trois éléments, des motifs d'inquiétude se donnent à voir. D'une part, la stratégie de dédiabolisation suivie par Marine Le Pen est en train de porter ses fruits : l'opinion des Français concernant la candidate RN s'est largement améliorée depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron. D'autre part, le programme du Rassemblement national s'est rapproché de celui des Républicains. Si, à l'heure actuelle, les électorats demeurent toujours assez distincts, le rapprochement qui s'est opéré sur les enjeux culturels laisse entrevoir des possibilités de transferts de voix au second tour. Enfin, Emmanuel Macron, qui bénéficie malgré tout d'une base solide pour le premier tour, suscite un rejet important dans le reste de la population, laissant craindre une abstention importante en cas de duel face à Marine Le Pen. En 2002, l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle fut considérée comme

un véritable cataclysme. En 2017, Marine Le Pen récolta un tiers des suffrages exprimés au second tour, malgré une campagne d'entre-deux-tours calamiteuse. À un peu plus d'un an de la prochaine présidentielle, nous en sommes à considérer la victoire finale de Marine Le Pen comme une possibilité non négligeable.

Enrayer cette dynamique est indispensable, et pour cela une réflexion doit s'amorcer autour des trois axes suivants.

Ne pas arrêter le combat politique contre les idées d'extrême droite

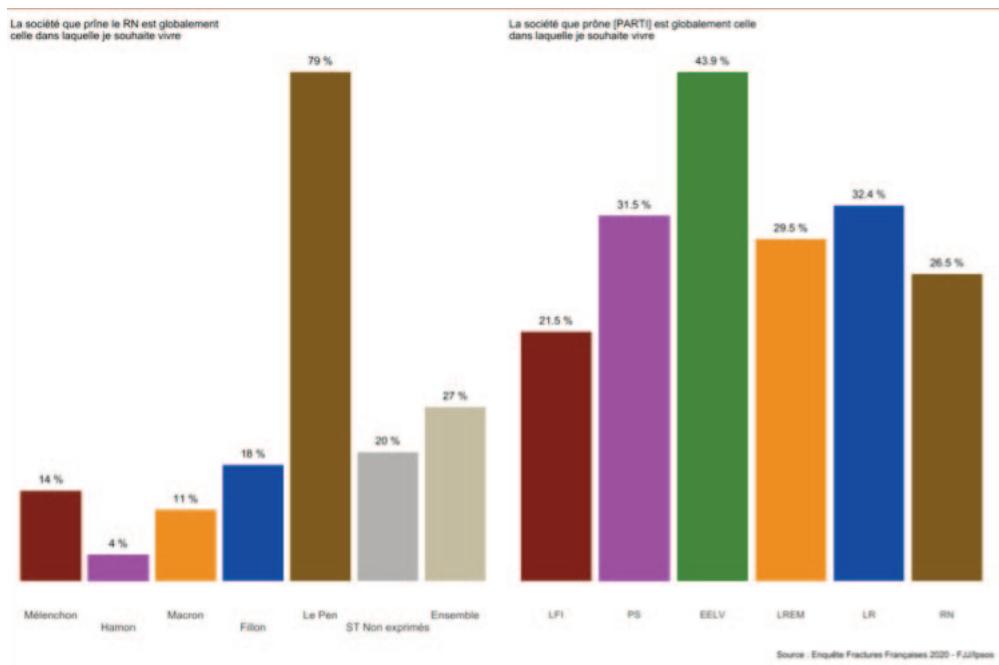
Comme nous l'expliquions précédemment, l'opposition morale contre les partis d'extrême droite peut-être un bon moyen de freiner leur éclosion. Néanmoins, cette stratégie se révèle assez inefficace à partir du moment où ces formations politiques sont déjà fortement implantées. Dans ces conditions, la simple opposition morale, la simple stigmatisation de ce parti se révèle être assez inefficace. C'est donc le terrain politique, le terrain des idées

qu'il est nécessaire de réinvestir, afin de freiner durablement le développement de ce parti. Cependant, les partis dits « républicains » doivent toujours maintenir une forme de « cordon sanitaire », d'autant que ce rejet/cette réticence vis-à-vis de l'extrême droite est largement partagé/e dans l'opinion publique.

Parler à cette partie de la France qui se sent délaissée et qui vote Rassemblement national

Au fil des années, le vote pour le Rassemblement national est clairement devenu le vote des classes populaires, en particulier de celles habitant dans la France rurale. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen dépassait ainsi les 30 % de suffrages exprimés chez les ouvriers, les employés et les chômeurs. Dans le dernier sondage Ifop pour l'hebdomadaire Marianne, des résultats similaires pouvaient être constatés. Ainsi, Marine Le Pen obtiendrait au premier tour 47 % des suffrages exprimés au sein des catégories populaires, 43 % chez les chômeurs, 37 % chez les électeurs ayant un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat... Renouer avec ces catégories populaires autrefois acquises à la gauche constitue bel et bien un impératif.

Graphique 9. Volonté de vivre dans le type de société prônée par le RN, en fonction du vote à la présidentielle de 2017 et comparaison avec les autres partis



Réformer le système électoral

Il est tout à fait singulier de constater que les deux candidats que toutes les enquêtes d'opinion donnent à l'heure actuelle comme favoris de la prochaine présidentielle sont ceux qui suscitent le plus de rejet hors de leur socle électoral. C'est là toute la problématique du scrutin uninominal majoritaire à deux tours, en particulier en cas d'éclatement des familles politiques comme c'est le cas en France depuis 2017. Des candidats tels qu'Emmanuel Macron ou Marine Le Pen, possédant une base électorale solide mais incapables de susciter un vote d'adhésion au second tour, peuvent néanmoins se retrouver en position de l'emporter. Une majorité de la population française se trouve dans l'obligation de faire un choix par défaut au second tour de l'élection et de voter pour le candidat qu'elle préfère, ou plutôt, qu'elle déteste le moins. L'appétence pour le modèle de société souhaité par le Rassemblement national est, en effet, assez faible en dehors de la base électorale de premier tour de Marine Le Pen (graphique 9). De même, outre la société prônée par le Rassemblement national est la plus repoussoir au sein de l'électorat français, après celle prônée par la France insoumise.

La logique du vote par rejet pourrait ainsi se retourner contre les partis traditionnels : le vote de second tour pour Marine Le Pen ne marquerait alors pas une adhésion à son programme, mais un simple rejet du candidat qui lui fait face.

En 2002, l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle avait constitué une

surprise générale. Prendre en compte dès à présent le risque Marine Le Pen – risque limité mais bien réel – est indispensable, afin que le vingtième anniversaire du 21 avril 2002 ne soit pas marqué par l'arrivée surprise de la candidate d'extrême droite à la tête de la France.

1988-2021 : trente ans de métamorphose de l'électorat frontiste

— Jérôme Fourquet

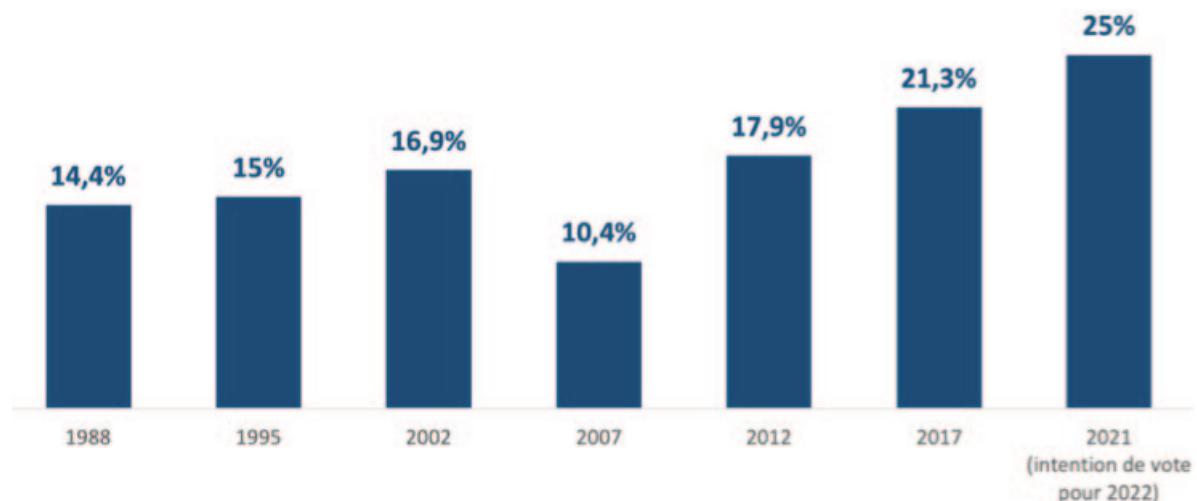
(Note de la Fondation Jean-Jaurès parue le 28 avril 2021)

Marine Le Pen était déjà parvenue au second tour lors de la présidentielle de 2017 et son parti a viré en tête à l'occasion des élections européennes de 2019. Ces résultats élevés et ces performances répétées renseignent sur la solidité de cet électoral et sur l'ancrage profond de ce courant de pensée dans le paysage politique hexagonal.

Une brève rétrospective historique vient confirmer cette impression. Cela fait, en effet, maintenant plus de trente ans qu'un membre de la famille Le

Pen obtient un score à deux chiffres lors d'une élection présidentielle. Hormis l'accident de 2007, où, sous l'effet de l'efficace concurrence de Nicolas Sarkozy, Jean-Marie Le Pen avait réalisé une contre-performance, l'étiage du Front national (FN) au premier tour s'est toujours situé *a minima* à 15 %, y compris en 2002, scrutin faisant pourtant suite à la scission mégrétiste de 1998-1999, qui, finalement, n'affecta pas significativement le capital électoral du FN.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN au premier tour de l'élection présidentielle



Si l'on se place dans une perspective de longue durée, on constate une consolidation progressive de l'audience frontiste. Sur le plan électoral, le passage de témoin entre le père et la fille en 2012 s'est manifestement effectué sans difficulté, Marine Le Pen réalisant même des scores plus élevés que son père. Alors que la société française a profondément évolué

depuis la fin des années 1980, la persistance et la constance d'un vote Front national/Rassemblement national élevé interrogent. Ceux qui considéraient au milieu des années 1980 que le vote FN n'était qu'un feu de paille appelé à péricliter rapidement, comme le vote poujadiste en son temps, en ont été pour leurs frais. Plus de trois décennies plus tard, cette force

politique est plus puissante qu'à l'époque et est parvenue à assurer sa pérennité malgré le renouvellement générationnel à l'œuvre dans la population. Pour autant, derrière cette apparente stabilité, les structures socioculturelles de cet électorat ont connu des évolutions très marquées.

Le parti des perdants de la nouvelle stratification éducative

Une des mutations les plus importantes est sans doute celle liée à l'audience de ce parti en fonction de la variable du niveau de diplôme. Quand, en 1988, Jean-Marie Le Pen obtient son premier résultat élevé

lors d'une élection présidentielle, son score est déjà clivé selon le niveau de diplôme des électeurs. Les titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2 semblent les plus réfractaires, quand les moins diplômés s'avèrent les plus réceptifs. Mais, à l'époque, les écarts sont limités puisque le score oscille entre 9% et 16% entre ces deux catégories.

Comme le montre le tableau suivant, nous allons retrouver, scrutin après scrutin, cette même structuration du vote frontiste selon le niveau de diplôme, à ceci près que les écarts entre les publics les plus diplômés et les populations les moins diplômées vont se creuser très significativement. En effet, alors que le vote lepéniste va demeurer quasiment stable dans la catégorie bénéficiant du niveau éducatif le plus élevé, il va beaucoup progresser dans les tranches de la population les moins diplômées.

1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle en fonction du niveau de diplôme

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
Inférieur au bac	16 %	19 %	22 %	34 %	31 %	33 %
Bac	13 %	12 %	15 %	23 %	25 %	34 %
Bac+2	10 %	13 %	11 %	16 %	17 %	17 %
Supérieur à bac+2	9 %	4 %	7 %	7 %	8 %	12 %

Dans plusieurs de ses livres, Emmanuel Todd insiste à juste titre sur un phénomène majeur qu'il appelle la « modification de la stratification éducative ». À partir des années 1970-1980 aux États-Unis et à partir des années 1980-1990 en France, la proportion de jeunes obtenant le bac puis poursuivant des études supérieures a considérablement augmenté. Mécaniquement, et avec un temps de retard, la répartition de l'ensemble de la population (et non pas seulement des jeunes) selon le niveau de diplôme s'en est trouvée profondément modifiée, la proportion de bacheliers et de diplômés du supérieur devenant majoritaire. Les répercussions culturelles et sociales de cette modification de la stratification éducative du pays sont immenses. Alors que le fait de ne

pas disposer du bac était la norme (au sens statistique du terme) dans la France des années 1980, le non-bachelier est aujourd'hui minoritaire. De la même façon, avoir le bac dans les années 1980 constituait un marqueur socioculturel valorisé, alors que c'est aujourd'hui souvent le minimum requis. Sur le marché du travail, les non-bacheliers et les simples bacheliers avaient accès à de nombreux emplois il y a une quarantaine d'années alors que l'univers des possibles s'est considérablement réduit aujourd'hui, ces populations étant cantonnées aux métiers les moins valorisés et les moins rémunérés.

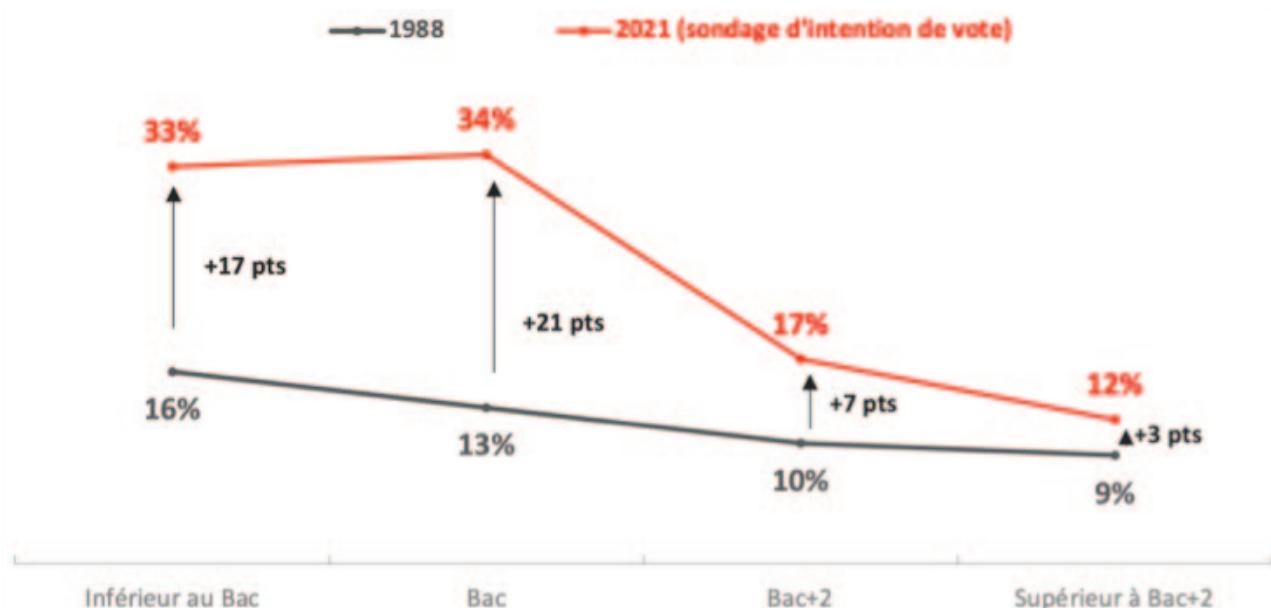
Dans ce contexte, on devine que la modification de la stratification éducative allait également avoir une

traduction politique. C'est précisément ce qui s'est passé avec le FN, dont la mutation de la structure de l'électorat porte les stigmates de cette révolution éducative s'étant déroulée au cours des dernières décennies. Tout se passe, en effet, comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé. À l'autre extrémité de la pyramide éducative, les plus diplômés continuaient de jouir de situations professionnelles correctes ou confortables, incarnaient le sens de l'histoire et leur vision du monde devenait hé-gémonique au sens gramscien du terme, quand celle des groupes les moins diplômés était marginalisée.

En plus d'une situation sociale plutôt favorisée, les rendant moins enclins à voter pour le FN/RN, les

plus diplômés ont suivi plusieurs années d'études supérieures au cours desquelles ils ont souvent évolué dans un bain culturel et idéologique valorisant l'altérité, l'ouverture au monde et rejetant les postures d'autorité. Plus longtemps immersés dans ce bain culturel que les personnes n'ayant pas suivi d'études supérieures, les plus diplômés ont développé un habitus, pour reprendre un concept de Pierre Bourdieu, les rendant très imperméables au vote frontiste. De fait, comme le montre le graphique de synthèse suivant, en un peu plus de trente ans, le vote Le Pen n'a quasiment pas progressé auprès des personnes ayant un niveau supérieur à bac+2. La hausse a été modérée parmi les bac+2, alors que le vote frontiste explosait parmi bacheliers et non-bacheliers, catégories perdantes de la nouvelle stratification éducative.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN selon le niveau de diplôme des électeurs



Le RN, le nouveau parti « tribunitien »

En lien avec ce qui précède, et de manière assez logique, l'audience du parti lepéniste a également

connu des évolutions très contrastées dans les différentes catégories socioprofessionnelles. En 1988, l'électorat de Jean-Marie Le Pen est interclassiste avec, comme le montre le tableau ci-dessous, un score quasiment identique dans tous les milieux professionnels.

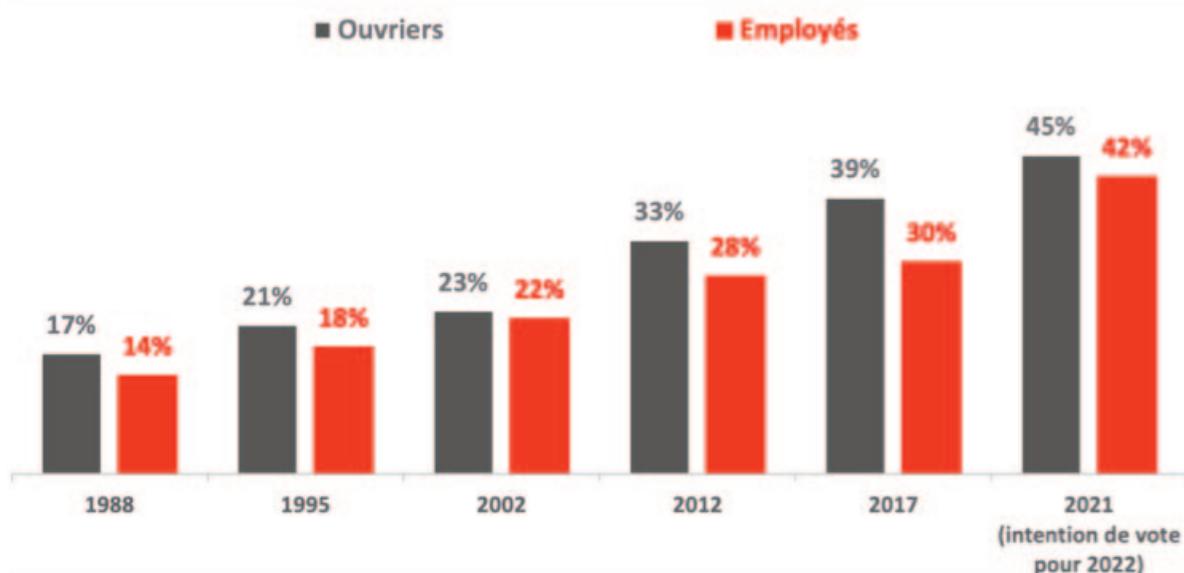
1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle en fonction de la catégorie socioprofessionnelle

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
Cadres et prof. intellectuelles	14 %	4 %	13 %	13 %	10 %	14 %
Professions intermédiaires	15 %	14 %	11 %	19 %	17 %	20 %
Employés	14 %	18 %	22 %	28 %	30 %	42 %
Ouvriers	17 %	21 %	23 %	33 %	39 %	45 %

À l'époque, les milieux populaires ne semblent pas plus perméables que les classes moyennes ou que les cadres à la rhétorique frontiste. Cette situation va progressivement changer au fil des scrutins. Les catégories favorisées et les classes moyennes vont camper sur leurs positions initiales et le vote FN/RN ne va quasiment pas se développer dans ces milieux. En revanche, ce parti va rencontrer un succès croissant auprès des ouvriers et des employés. Lors de l'élection présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen recueillera ainsi plus de 20 % des voix dans les milieux populaires. Mais c'est sous le « règne » de sa fille, tenante d'une ligne sociale affirmée, que l'audience frontiste va le plus prospérer auprès des

ouvriers et des employés. Si son père avait viré en tête dans l'électorat populaire en 2002, il n'obtenait à l'époque que moins d'un quart de ces voix. La fille rassemble aujourd'hui plus de 40 % des suffrages exprimés dans ces catégories, ce qui est considérable. Alors même que les milieux populaires actuels sont très divers avec des différences en termes de métiers (entre ouvriers et employés, entre secteurs d'activité), d'appartenance ethnoculturelle ou de statut (CDI ou CDD, privé ou public), le fait que plus de quatre personnes sur dix appartenant à ces milieux aient l'intention de voter pour Marine Le Pen au premier tour de 2022 témoigne de la très forte emprise idéologique du RN dans ces catégories.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN au premier tour de l'élection présidentielle dans les milieux populaires



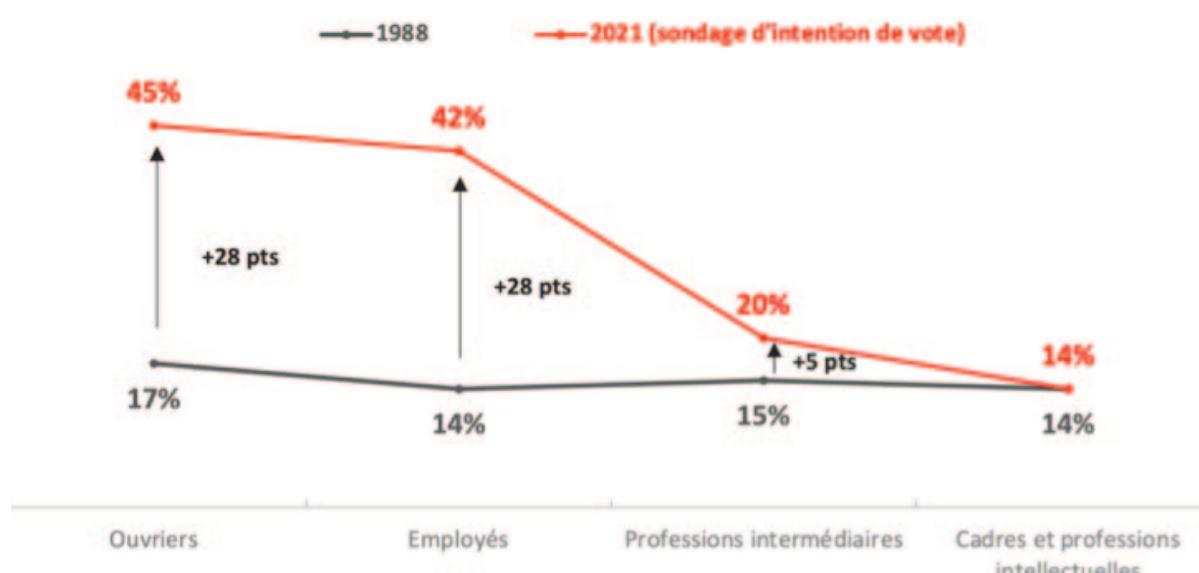
Durant les Trente Glorieuses et jusqu'à la fin des années 1970, le Parti communiste français (PCF) incarnait la classe ouvrière et s'appuyait sur un puissant vote de classe. Dans la France postindustrielle qui a émergé à partir du mitan des années 1980, les catégories populaires n'ont pas disparu, mais elles se sont métamorphosées, avec notamment le développement d'un prolétariat des services, de la logistique et de la sous-traitance. S'enracinant dans cette réalité sociologique transformée, un nouveau vote de classe s'est progressivement structuré : le vote RN.

Dans un célèbre article paru en 1969, le grand politiste Georges Lavau avait forgé la notion de « fonction tribunitienne » qu'il appliquait au Parti communiste de l'époque. Utilisant la comparaison avec l'Antiquité romaine, Georges Lavau définissait cette fonction tribunitienne comme la capacité à « organiser et à défendre des catégories sociales plébéiennes et à leur donner un sentiment de force et de confiance ». Pour le politiste, le PCF jouait ainsi le rôle du tribun de la plèbe de la République romaine. Cinquante ans après la parution de l'article de Georges Lavau, sa définition des « catégories sociales plébéiennes », qu'il décrivait comme des catégories sociales « exclues ou se sentant

exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel », peut être reprise au mot près pour définir ce nouveau prolétariat qui s'est trouvé un nouveau tribun : le Rassemblement national.

Parallèlement à cette situation de sujexion économique, les catégories populaires contemporaines sont également davantage exposées à la délinquance et plus souvent en contact avec les populations issues de l'immigration, facteurs favorisant le vote RN. Au total, de la fin des années 1980 (période à laquelle le vote FN est apparu) à nos jours, le poids des insécurités physique, culturelle et économique a considérablement augmenté dans les milieux populaires, quand la prégnance de ces insécurités était beaucoup moins ressentie dans les classes moyennes et parmi les cadres. Le graphique de synthèse suivant présente les effets au long cours de cette inégale exposition aux différentes formes d'insécurité. En trente ans, le vote RN est devenu hégémonique dans les milieux populaires, alors qu'il restait contenu dans les classes moyennes et n'avait pas progressé d'un iota auprès des cadres et des professions intellectuelles.

1988-2021 : Évolution du score du FN/RN par catégorie socioprofessionnelle



Un survote qui s'affirme dans les tranches d'âge intermédiaires

L'analyse par sondage permet également de faire le point sur l'audience du FN/RN par tranches d'âge. Et, sur ce plan aussi, des évolutions significatives se font jour. En 1988, le vote Le Pen est non seulement interclassiste, mais il est aussi très homogène en

termes générationnels. Sept ans plus tard, l'audience du FN reste relativement uniforme, même si l'on constate un tassement auprès des seniors. En 2002, la structure par âge du vote frontiste va prendre, pour la première fois, une forme de cloche, avec un vote plus élevé dans les tranches d'âge intermédiaires et une audience plus faible chez les plus jeunes et les seniors. Cette structuration va apparaître comme étant de plus en plus marquée à partir de l'élection présidentielle de 2012, premier scrutin auquel participera Marine Le Pen.

1988-2021 : Évolution du vote FN/RN au premier tour de la présidentielle par tranches d'âge

	1988	1995	2002	2012	2017	2021 (intentions de vote)
18-24 ans	14 %	18 %	13 %	15 %	21 %	19 %
25-34 ans	15 %	20 %	17 %	22 %	25 %	35 %
35-49 ans	15 %	16 %	18 %	25 %	26 %	29 %
50-64 ans	14 %	14 %	20 %	19 %	22 %	33 %
65 ans et plus	16 %	10 %	15 %	9 %	14 %	12 %

D'après les résultats de notre sondage d'intentions de vote pour 2022, l'écart entre les tranches d'âge intermédiaires et les deux extrémités de la pyramide des âges s'est encore accru. Les données de l'enquête réalisée par l'Ifop lors des élections européennes de 2019 confirment cette configuration en forme de cloche.

Pour expliquer la plus forte prévalence de ce vote parmi les 25-64 ans, on rappellera que ces tranches d'âge se caractérisent, d'une part, par le fait qu'elles sont composées d'actifs. Cet aspect est déterminant dans la mesure où l'on constate une intensité du vote RN beaucoup plus forte auprès des actifs (30 % dans le sondage d'intentions de vote récemment réalisé) que parmi les retraités (seulement 13 %) ou que chez les 18-24 ans (19 %), dont une bonne partie sont étudiants. Hormis le fait d'être en activité, les membres de ces tranches d'âge intermédiaires ont, pour une proportion significative d'entre eux, des enfants à charge, ce qui n'est pas le cas des 18-24 ans ou des soixante-cinq ans et plus. Pèsent ainsi sur les épaules de ces classes actives à la fois des contraintes profes-

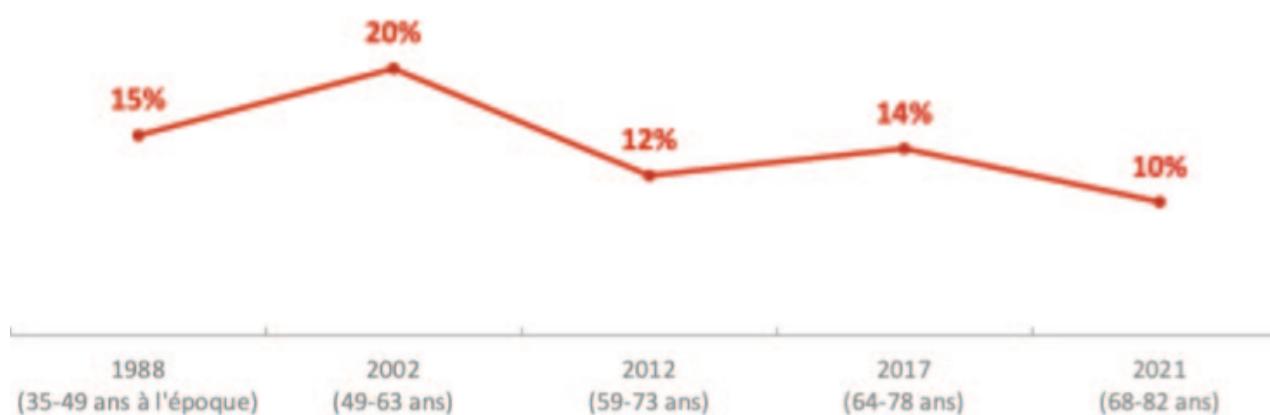
sionnelles, mais aussi la responsabilité parentale, sans oublier des charges financières (remboursement de crédit immobilier ou loyers), qui grèvent moins le budget des plus jeunes (souvent logés par leurs parents ou aidés financièrement) et des plus âgés (qui sont nombreux à être propriétaires et à avoir remboursé leur crédit). Dans ces tranches d'âge intermédiaires, le sentiment de contribuer, par son travail comme par les impôts et les charges payés, au fonctionnement de la collectivité sans parfois en tirer beaucoup de bénéfices est plus répandu que parmi les jeunes et les retraités, qui bénéficient bien davantage des mécanismes de redistribution. Ceci explique sans doute en partie pourquoi le discours anti-assistanat trouve un écho plus important dans ces tranches d'âge intermédiaires.

La propension à voter pour le RN évoluerait ainsi en fonction du cycle de vie. Pour étayer cette hypothèse, nous avons reconstitué, grâce aux données historiques dont nous disposons, le parcours électoral de certaines générations et mesuré quelle avait été

l'intensité de leur vote pour le FN/RN aux différents stades de leur vie. Le premier graphique illustre la trajectoire de la cohorte d'électeurs nés entre 1939 et 1953 et qui avaient donc entre trente-cinq et quarante-neuf ans lors de l'élection présidentielle de 1988. Le climax du vote FN a été atteint pour eux lors de l'élection présidentielle de 2002. Ils votèrent

à hauteur de 20 % pour Jean-Marie Le Pen. Le vote en faveur du FN dans cette génération décline progressivement lors des élections présidentielles suivantes, au fur à et mesure que cette cohorte va vieillir et ne compte plus que des retraités de plus en plus âgés.

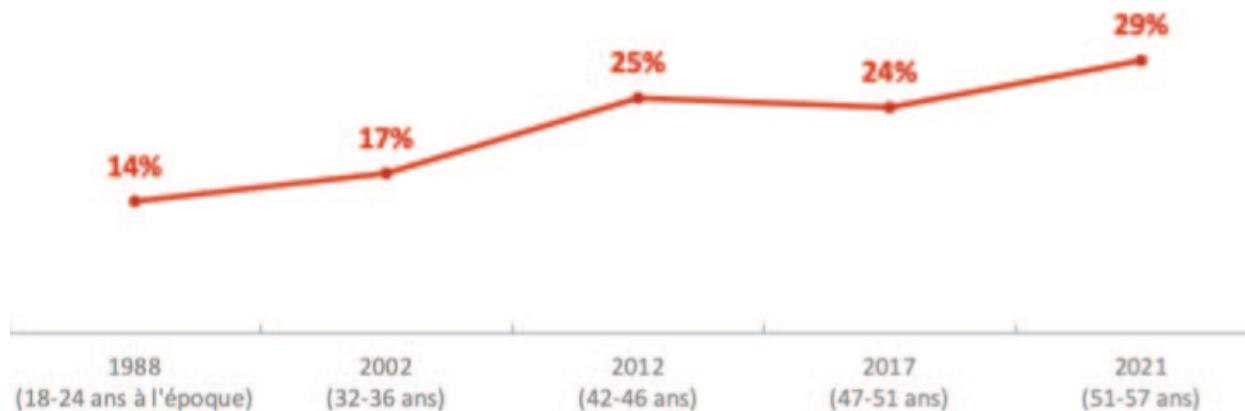
L'évolution du score du FN/RN à différentes élections présidentielles parmi les personnes nées entre 1939 et 1953



Si l'on s'intéresse au parcours électoral de la génération née entre 1964 et 1970, on observe également des chiffres qui confortent cette analyse d'un vote FN/RN variant en fonction du degré d'avancement dans le cycle de vie. Cette cohorte d'électeurs, qui avaient entre dix-huit et vingt-quatre ans lors de la présidentielle de 1988, vota seulement à 14 % pour Jean-Marie Le Pen à l'époque. Le vote FN allait

ensuite progressivement augmenter dans cette cohorte : 17 % en 2002 puis 25 % en 2012, quand cette génération aura atteint un âge compris entre quarante-deux et quarante-six ans. Se situant dans nos tranches d'âge intermédiaires, cette cohorte affichera également des taux de vote FN/RN très élevés en 2017 et en 2021.

L'évolution du score du FN/RN à différentes élections présidentielles parmi les personnes nées entre 1964 et 1970



Il faudra sans doute attendre les scrutins présidentiels de 2027 et 2032 pour que cette génération, en atteignant l'âge de la retraite, se détourne progressivement du vote RN.

Conclusion

On notera, pour finir, une dernière évolution notable dans la structure du vote frontiste. De 1988 à 2002, soit la période durant laquelle Jean-Marie Le Pen concourrait, le vote FN était significativement plus élevé dans l'électorat masculin (avec une moyenne de 19 % sur ces trois scrutins) que dans l'électorat féminin (12 % en moyenne sur ces trois élections). Ce différentiel de l'ordre de 7 points dans la gent féminine, qui représente tout de même, on le rappelle, la moitié des votants, constituait un handicap sérieux. Ce verrou a progressivement sauté à partir du moment où Marine Le Pen a remplacé son père. Le fait que le parti aligne une candidate et non plus un candidat, que Marine Le Pen rompe avec l'image machiste cultivée par son père et change le position-

nement du FN sur des thèmes comme l'IVG a contribué à lever des freins qui pouvaient exister dans une partie de l'électorat féminin. Lors de l'élection présidentielle de 2012, l'écart de score n'était plus que de 3 points entre les hommes et femmes. Le gender gap, pour parler comme les politistes, était quasiment résorbé à l'élection présidentielle de 2017 (22 % chez les hommes et 21 % auprès des femmes). Et d'après différents sondages d'intentions vote pour 2022, la stratégie de banalisation adoptée par la candidate semble entretenir le processus de rééquilibrage dans l'électorat féminin.

L'effacement de ce handicap structurel, qui pesait dans une composante constituant la moitié du corps électoral, a nourri quasiment à lui seul la dynamique qui a permis à Marine Le Pen d'améliorer les performances de son père dans l'ensemble de l'électorat. Pour amplifier cette progression, la candidate frontiste, qui atteint déjà, comme on l'a vu, des scores très élevés parmi les moins diplômés, les catégories populaires et les tranches d'âge intermédiaires, devra désormais faire sauter d'autres verrous auprès des diplômés du supérieur, des classes moyennes et supérieures et des retraités, catégories offrant les plus importantes marges de progression.

Table des matières

- 01 Le Rassemblement national : un parti au programme toujours aussi radical
_ Antoine Bristielle _ Max-Valentin Robert
- 09 Sécurité, terrorisme et lutte contre l'islamisme : les multiples contradictions de Marine Le Pen
_ Antoine Jardin
- 13 Les caractéristiques sociologiques du vote Le Pen
_ Antoine Bristielle
- 17 Attentes et enjeux des électeurs de Marine Le Pen
_ Émeric Bréhier
- 21 Ce que renvoie Marine Le Pen
_ Jérémie Peltier
- 25 Contrevenir à la stratégie du rassemblement de Marine Le Pen
_ Gilles Finchelstein _ Raphaël Llorca
- 35 Annexes
- 35 Covid-19 : « La durée de cette crise agit comme une machine à fracturer le pays »
_ Gilles Finchelstein _ Julien Vaulpré
- 37 2022 : évaluation du risque Le Pen
_ Antoine Bristielle _ Tristan Guerra _ Max-Valentin Robert
- 53 1988-2021 : trente ans de métamorphose de l'électorat frontiste
_ Jérôme Fourquet

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaurès.org

Derniers rapports et études :

03_2022 : Cyberespace : extension du domaine de la lutte
Asma Mhalla

03_2022 : Les peuples européens derrière l'Ukraine
Gilles Finchelstein, Amandine Clavaud, Jérémie Peltier

03_2022 : Les Français veulent une présidence omniprésente
Martial Foucault, Philippe Guibert

03_2022 : L'extrême droite contre les travailleurs. Un dialogue social menacé
Samuel Greef, Alain Olive, Johan Sjölander, Emanuele Toscano

03_2022 : Tableau politique de « la France d'après »
Jérôme Fourquet

02_2022 : Temps de travail et temps au travail. Deux enjeux inséparables au cœur du présent
Hélène L'Heuillet, Frédéric Worms, Catherine Pinchaut

02_2022 : Le fer contre le carbone. Doubler la place du train pour une vraie transition climatique
Jean-Pierre Farandou

02_2022 : Contrat jeunesse 2022
Salomé Berlioux (coord.)

02_2022 : Les Européens et l'euro : la perception de la monnaie unique vingt ans après son adoption
Paul Cébille, Théo Verdier

02_2022 : Égalité salariale. Panorama des stratégies efficaces
Katinka Brose, Christine Gräbe, Henrike von Platen

02_2022 : L'urgence du temps long : un nouveau rapport État/entreprises
pour une prospérité durable
Pascal Demurger

01_2022 : Régime parlementaire ou régime présidentiel ? Faire le choix des citoyennes
et des citoyens
Emmanuel Grégoire, Axelle Lemaire, Hugo Le Neveu-Dejault

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org

